

Chinois sont décidés à collaborer réveil économique de Macao

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F Algérie, 1 DA; Maroc, 1,20 dir; Tunisie, 100 m...

VITANT SES MILITANTS A SE « MOBILISER »

parti socialiste portugais dénonce la « manœuvre totalitaire » du M.F.A.

L'armée le peuple

Le pouvoir au peuple : usant Léline, les jeunes progressistes du Mouvement...

<República> confié à une commission administrative

Le parti socialiste portugais a décidé ce jeudi matin 10 juillet de mobiliser ses militants et sympathisants à travers le pays pour débattre de la démocratie, qu'il estime menacée...

D'APRÈS LE PRÉSIDENT SADATE

L'élaboration d'un accord entre l'Égypte et Israël est en bonne voie

M. Giscard d'Estaing a reçu M. Kissinger

Le président Sadate, dans une interview au directeur de la chaîne de journaux américains Hearst, M. William Randolph Hearst, a révélé que l'élaboration d'un accord intérimaire entre l'Égypte et Israël sur le Sinaï est en bonne voie...

SELON M. FOURCADE

L'entrée du franc dans le « serpent » exclut la dévaluation

M. Jean-Pierre Fourcade doit commenter, jeudi 10 juillet, en fin d'après-midi, après la réunion à Bruxelles du conseil des ministres de l'économie et des finances de la C.E.E., la rentrée du franc dans le « serpent » monétaire européen...

ACCUSÉS D'ÊTRE MÊLÉS A L'AFFAIRE « CARLOS »

Trois diplomates cubains sont expulsés de France

Le ministre de l'Intérieur a officiellement annoncé, ce jeudi 10 juillet, l'expulsion de trois diplomates cubains en poste à l'ambassade de Paris...

AU JOUR LE JOUR

Mauvaise digestion

La décripation est à la société libérale de type avancé ce que le changement est à la continuité : elle favorise la digestion...

LES PROBLÈMES DE L'EMPLOI ET LE RASSEMBLEMENT DU 10 JUILLET

La tare du chômage

Dès le milieu de la matinée du 10 juillet, les délégations des entreprises en grève, répondant à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., se sont rassemblées au pied de la tour Eiffel...

UN ESSAI D'ANDRÉ GLUCKSMANN

Platon et la cuisinière

La cuisinière, c'est celle que Léline convoitait dans une apostrophe célèbre à la direction des affaires soviétiques...

ROMAIN GARY Au-delà de cette limite votre ticket n'est plus valable roman GALLIMARD

ABDALLAH SOUHAITE DÉPART DES COMORES S FORCES FRANÇAISES

EUROPE

AMÉRIQUES

Grande-Bretagne

Une faible majorité, le conseil général des syndicats accepte une limitation des hausses de salaires

Après plusieurs mois de discussions, le gouvernement a finalement accepté une limitation des hausses de salaires à 10% au maximum...

Les dirigeants syndicaux ont certes approuvé le principe d'une hausse de salaires limitée à 6 livres par semaine pour tous les travailleurs...

Irlande

Le chef de l'état-major de l'IRA provisoire est arrêté

Le chef de l'état-major de l'IRA provisoire, M. Dáithí Ó Conaill, a été arrêté par les forces de l'ordre en Irlande du Nord...

Argentine

DE PLUS EN PLUS CRITIQUÉ PAR LA PRESSE

M. Lopez Rega était au côté de Mme Isabel Peron aux cérémonies du 159^e anniversaire de l'indépendance

Mme Peron a assisté, mercredi 9 juillet, à la cérémonie organisée en la cathédrale de Buenos-Aires pour l'anniversaire de l'indépendance...

Le départ est réclamé avec de plus en plus d'insistance, notamment dans les milieux justicialistes. Mme Peron se dit prête à lui restituer le ministère du bien-être social...

De notre envoyé spécial

Le chemin de leur usine ou de leur bureau ? Pour la présidente de la République, le 9 juillet n'a pas été une journée de tout repos...

par remonter sans ironie ces quatre sénateurs (sur cinquante-quatre) qui avaient voté contre lui en leur disant qu'ils avaient fait usage de leur droit légitime d'opposition démocratique...

PROCHE-ORIENT

L'élaboration d'un accord entre l'Égypte et Israël

(Suite de la première page.)

Le président Sadat assouplirait les mesures de boycottage prises à l'encontre de firmes américaines ayant des intérêts à la fois en Égypte et dans l'État juif...

myko sur une telle implantation américaine. 3) La durée de l'accord. — Si les deux parties sont convenues qu'il serait de trois ans, le président Sadat voudrait qu'il soit renouvelable tous les ans...

DIPLOMATIE

L'ACHÈVEMENT DE LA C.S.C.E.

Le « sommet » paneuropéen iendrait le 30 juillet à Helsinki

Alors en ont pratiquement décidé mercredi soir 9 juillet à Genève les membres de la conférence après la dépôt d'une proposition canadienne...

A Jérusalem

M. SHIMON PERES EST ACCUSÉ D'AVOIR EGARÉ UN DOCUMENT ULTRA-SECRET

Jérusalem (A.F.P.). — Un député, M. Meir Pazy, dirigeant du Moked (socialiste de gauche), a demandé mercredi 9 juillet à la Knesset la démission du ministre de la Défense, M. Peres...

A Venissieux

EMIR MINISTRE TUNISIEN A VISITÉ ÉTABLISSEMENTS BERLIET

(A.F.P.). — M. Nouria, ministre tunisien, a visité samedi 9 juillet, dernière journée d'un voyage officiel en France, les établissements Berliet à Venissieux...

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT ENSEIGNEMENT PRIVE DE LA RUE DE LIEGE. Objet: secrétariat de direction, secrétariat médical. Note confidentielle: L'Ecole assure les connaissances pratiques indispensables... adresse: 40, rue de Liège - Paris 8^e tél. 387.58.83 - 387.52.90

Océan Indien

Après la proclamation d'indépendance des Comores

Après la décision du gouvernement français de « tenir compte de la volonté » manifestée par les représentants de l'île de Mayotte, la Chambre des députés des Comores, de suivre la procédure instaurée par le Parlement... M. Marcel Henry, député de Mayotte de l'Assemblée populaire mahoraise, a exprimé, mercredi 5 juillet, sa satisfaction. « Je me félicite, a-t-il dit, de constater que le gouvernement français a réservé le cas de l'île de Mayotte.

qui ne pourra être réglé qu'après une nouvelle consultation électorale de sa population. » « Je pense, a-t-il ajouté, que le Parlement, lors de sa prochaine session, adoptera une loi visant à consulter la population de Mayotte en vue de fixer la nouvelle organisation de l'île. »

De son côté, M. Abou Boïna, secrétaire général du Mouvement de libération des Comores (opposition favorable à l'indépendance), qui a regagné l'archipel mercredi, a déclaré à un journal tanzanien, avant de connaître la position du gouvernement français, que le chef de l'Etat comorien a, en fait, l'intention de confier le soin de rédiger le projet de Constitution à son premier parti, l'Ordina et non à l'Assemblée des forces politiques comoriennes. M. Boïna a exprimé son désaccord quant au maintien du gouvernement et de l'Assemblée actuels.

EN PRÉALABLE A TOUTE DISCUSSION

M. Abdallah souhaite le départ de toutes les forces de l'ordre françaises

De notre envoyé spécial

Moroni. — « Que les militaires, la Légion, les gendarmes, soient évacués le plus rapidement possible pour qu'on puisse discuter librement ! » M. Ahmed Abdallah, chef de l'Etat des Comores, ne mâche pas ses mots. Il vient d'écouter à la radio le communiqué du conseil des ministres français. Il fulmine : « La Cour de justice de La Haye sera saisie par l'ONU ou l'O.U.A. pour défendre le petit oiseau sans ailes. La France n'a rien compris. Elle veut garder Mayotte pour en faire une base militaire. Nous n'abandonnerons pas Mayotte. Notre libération ira jusqu'au bout. » Et puis, à la fois amer et prudent : « Notre amitié est rompue, définitivement peut-être. Cela dépend de l'attitude de l'Union. Il ne faut pas se laisser entraîner par une erreur. M. Chirac d'Estang ne peut pas se déjuger. Je crains qu'il y aura une nouvelle explication. »

Curieuse décolonisation que celle des Comores. Le 22 décembre 1961, une loi organise l'autonomie interne. Treize ans plus tard, jour pour jour, un référendum sur l'indépendance y recueille près de 95 % de oui. Mais, sur la quatrième île, celle de Mayotte, rien ne va plus. Le démontage des votes donne deux tiers de non. La commission parlementaire française qui se rend sur place en mars estime dans son rapport que la position de M. Ahmed Abdallah, président du gouvernement local, s'est « considérablement dégradée depuis 1972 ». Le 30 juin, les législateurs français votent une loi qui remet en cause « l'indépendance dans l'indépendance » des Comores. Les Comoriens pourront, s'ils le souhaitent, demeurer français.

Les Comoriens sont restés chez eux

Depuis, les événements se sont précipités. Avant de quitter Paris pour regagner Moroni, M. Ahmed Abdallah voit M. Chirac le 2 juillet et l'avertit du risque d'une déclaration d'indépendance unilatérale. Le 6 juillet, c'est chose faite. Les représentants mahorais sont absents quand l'Assemblée des Comores, à l'unanimité, se prononce en faveur de l'indépendance des quatre îles. Le dos au mur, M. Ahmed Abdallah s'est jeté à l'eau. Il n'avait plus le choix. « Le Parlement français nous dit-il, n'a pas réussi à enlever Mayotte, du moins pas encore. »

Une symphonie mal jouée et toujours inachevée

La décolonisation des Comores fait ainsi penser à une symphonie mal jouée et toujours inachevée : chaque nouvelle reprise, les instruments grincent davantage. Cette fois, tandis que Paris remet à plus tard le sort de Mayotte, Moroni se fait reconnaître par les Etats africains comme capitale d'un Etat indépendant dont la quatrième île fait bel et bien partie. C'est sur ce terrain de la reconnaissance internationale que M. Ahmed Abdallah compte désormais se battre. Avant tout, dit-il, Mayotte se trouve à 200 kilomètres de Moroni et à 10 000 kilomètres de Paris et l'on ne fera jamais croire à personne qu'elle est plus française que comorienne.

Les habitants se posent d'autres questions. L'uniforme français, bien visible à Moroni, est-il affiché uniquement pour protéger la communauté internationale ? Pourquoi Paris prend-il le risque d'être accusé par certaines instances internationales de s'ingérer dans les affaires intérieures d'un Etat indépendant ? Quelle pourrait être la raison cachée

d'une démonstration de force sur des îles si longtemps négligées ? Les Comores oubliées risquent-elles d'exploser comme une bombe à retardement ? On ne sait plus trop à quel s'en tenir. Ici, la communauté française est inquiète. M. Ahmed Abdallah est fâché, et l'on dit un peu trop vite les Comoriens heureux dans leur misère.

Comme préalable à toute négociation d'un transfert de compétences, le nouveau chef de l'Etat réclame le départ des forces de l'ordre françaises. Il considère M. Beaux, le délégué général, comme un ambassadeur et il a été promu, dit-il. L'administration de Mayotte qui a été nommée par Moroni demeure en place. L'Etat des Comores commence à délivrer des titres de transport provisoires à ses ressortissants et considère comme « comorianisés » une administration nommée par les services des DOM-TOM. A moins d'un incident — cette petite étincelle qui semble menacer de mettre le feu — un marchandage serré s'annonce. « Une nouvelle explication est nécessaire », dit M. Abdallah : il n'oublie pas que la France fournit 80 % des recettes du budget local.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

AU CONSEIL DES MINISTRES

A l'issue du conseil des ministres, M. Rossi, porte-parole du gouvernement, a donné mercredi 5 juillet lecture du communiqué suivant :

« Conformément au principe de l'autodétermination des populations, le gouvernement a procédé à une consultation de l'ensemble des habitants du territoire des Comores le 3 novembre 1974. Il résulte de cette consultation, qui s'est déroulée le 22 décembre 1974, qu'une large majorité des populations de trois des îles de l'archipel ont souhaité accéder à l'indépendance, tandis que la population de la quatrième île manifestait sa préférence pour le maintien au sein de la République. »

« Examinant ces résultats, le Parlement a organisé une procédure permettant l'accession du territoire à l'indépendance en sus-

Que peut faire Paris en faveur du peuple mahorais ?

Les propos tenus par M. Rossi, à l'issue du conseil des ministres de mercredi, semblent indiquer la volonté du gouvernement de se rallier à l'opinion exprimée en juin par le Parlement. Mais quelle peut-être désormais la portée pratique de cette déclaration ?

L'archipel des Comores est officiellement indépendant depuis le 6 juillet, « dans ses frontières coloniales », a précisé M. Ahmed Abdallah, chef de l'Etat local pour lequel Mayotte partage le destin de la Grande-Comore, d'Anjouan et de Mohéli. Plusieurs pays ont déjà reconnu le nouvel Etat, parmi lesquels l'Algérie et la Guinée, dont les dirigeants progressistes et partisans du non-alignement, se situent parmi les adversaires les plus convaincus du séparatisme biterrien lors de la guerre civile au Nigeria.

Des que les commentaires de M. Rossi ont été connus à Moroni, M. Ahmed Abdallah a déclaré que l'unité de l'archipel ne pourrait être remise en question. Conteste à bien des égards, y compris sur le plan personnel, le chef de l'Etat est cependant assuré, sur ce point précis, de recueillir le soutien de ses compatriotes, excepté bien sûr celui des militaires du mouvement mahorais qui, lors du référendum de décembre 1974, se sont prononcés à plus de 83 % contre l'indépendance. Mais un dépit du bien-fondé de cette reprise par le Maroc de l'histoire, il est pratiquement impossible d'y faire droit. M. Abdallah est dans le « vent de l'histoire ». La Ligue arabe, dont les Comores espèrent très vite deve-

nir membre à part entière, l'Organisation de l'unité africaine, à laquelle l'archipel est prêt à adhérer, l'ONU enfin, sont décidés à s'opposer à toute tentative séparatiste, et les Mahorais ne peuvent guère compter sur des appuis étrangers.

Dans ces conditions, les propos de M. Rossi paraissent purement formels. Si formels même que l'on en vient à se demander si cette ultime concession, dépourvue de conséquences réelles, faites à la fidélité des Mahorais, n'a pas reçu l'agrément discret de M. Abdallah, auquel des promesses précises avaient été faites pendant la campagne qui a précédé les élections présidentielles d'avril 1974. On est en tout cas frappé par le fait que la mise au point des mécanismes juridiques accords préserver la personnalité mahoraise ait été et tardivement prévue, en dépit de la vigueur et de la multiplicité des engagements lancés au gouvernement, au sein de sa majorité, par des hommes comme M. Pierre Messmer et Michel Debré, député de la Réunion.

PHILIPPE DEGRAENE.

ASIE

Japon

Les liaisons aériennes sont rétablies entre Tokyo et Taipei

Le Japon et Taiwan sont convenus mercredi 6 juillet de rétablir leurs relations aériennes, interrompues depuis la conclusion en avril 1974 d'un accord sur l'aviation civile conclu entre Pékin et Tokyo.

Le nouvel accord nippon-taiwanais n'est pas un accord gouvernemental ; il a été signé par l'Association japonaise des échanges internationaux et l'Association taiwanaise pour les relations avec l'Asie orientale. Il est cependant le résultat de longues démarches ; elles ont abouti parce que le ministre japonais des affaires étrangères, M. Miyazawa, a récemment déclaré devant la Diète que le drapet de Taiwan pouvait être considéré comme emblème national.

La Japan Air Lines n'assurera pas elle-même la liaison Tokyo-Taipei mais son directeur, cité par le Washington Post, propose la création à cet effet d'une compagnie subsidiaire financée à 100 % par ses soins.

A Taipei, selon l'A.P.P., on interprète l'accord comme le signe d'une certaine volonté de la part du Japon de prendre quelques distances vis-à-vis de Pékin au moment où les négociations en vue d'un traité de paix sino-japonais sont dans l'impasse.

Le président de la société d'amitié sino-japonaise, M. Liao Chang-chin, a accusé Tokyo de pratiquer « dans les faits la politique des deux Chines ». Selon le correspondant du Times à Hong-kong, cependant, Pékin ferait preuve de tolérance et aurait déjà accepté que les liaisons aériennes entre Taipei et Bangkok ne soient

ONU

M. M'BOW PROPOSE DE CRÉER UN NOUVEAU FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT

M. Amadou Mahtar M'Bow, recteur général de l'UNESCO vient de proposer au Conseil économique et social des Nations unies, réuni à Genève le 6 et 7 juillet, la création d'un fond d'investissement des Nations unies pour les problèmes de développement. Selon M. M'Bow, il se trouverait un nouveau moyen financier les programmes de développement. L'un des buts de ce fonds serait de soutenir les programmes de développement des pays en voie de développement. M. M'Bow a souligné que la création d'un tel fonds s'inscrit dans la continuité de la politique internationale de l'ONU et de ses institutions spécialisées. Il a souligné que la création d'un tel fonds s'inscrit dans la continuité de la politique internationale de l'ONU et de ses institutions spécialisées. Il a souligné que la création d'un tel fonds s'inscrit dans la continuité de la politique internationale de l'ONU et de ses institutions spécialisées.

AFRIQUE

Sahara espagnol

Le projet de conférence quadripartite paraît condamné

Madrid. — La conférence à quatre au sujet de la décolonisation du Sahara, prévue à Madrid, convoquée par l'Espagne pour le 9 juin, puis pour le 9 juillet, ne se tiendra sans doute pas, seule l'Algérie ayant accepté l'invitation de participer. Le Maroc et l'Espagne ont ignoré par la Mauritanie. Cependant, la Djemaa (assemblée des notables du territoire) réunie en session ordinaire à El-Salazar, gouverneur du territoire, en son discours d'ouverture, dans des « circonstances très graves », il faisait allusion

de préparer le transfert de souveraineté et, éventuellement, se transformera en un exercice provisoire après le retrait de l'administration espagnole. Ce retrait a été annoncé par Madrid le 23 mai, dans le cas où le processus de décolonisation ne pourrait se dérouler en accord avec les « autres parties intéressées ». L'Assemblée s'est réunie, ainsi que l'a déclaré le général Gomez de Salazar, gouverneur du territoire, en son discours d'ouverture, dans des « circonstances très graves ». Il faisait allusion

aux incidents de rue du 6 juillet, à El-Aïoun, Smara et Tizi Ouzou, ont opposé les milices du front Polisario (jusqu'à présent appuyées par l'Algérie) et l'U.N.T.F. (Parti d'union nationale saharienne, seul officiellement reconnu par les autorités algériennes), alors que ces deux peuples sont favorables à l'indépendance du Sahara occidental. Il y a de nombreux blessés et plusieurs arrestations. « Cela ne se fera pas », a affirmé le général Gomez de Salazar. — J.-A. N.

POINT DE VUE

Une partie de l'ensemble mauritanien

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT.

L'ESPAGNE et chacun des Etats riverains du Sahara occidental continuent d'avancer leurs pions sur « pays des hommes bleus ».

Jusqu'à l'an dernier, la partie était simple. L'Espagne avait accepté, en septembre 1958, que s'applique à son territoire africain la déclaration des Nations unies du 14 décembre 1950 sur la décolonisation, et qu'en conséquence les populations autochtones s'autodéterminent par référendum.

La vigueur de la campagne diplomatique du Maroc au sujet du Sahara espagnol ainsi que les nombreux coups de main tentés depuis la région marocaine de Tarfaya vers celle, espagnole, de Smara, font illusion quant au fond des choses. Depuis le fin du protectorat français en 1958, Rabat a revendiqué de vastes territoires au Sahara occidental, considéré comme l'hinterland géographique et historique du Maroc, sous prétexte que de nombreuses males éphémères incursions chérifiennes y auraient de tout temps maintenu l'autorité du Maghzen (1). Cette thèse, qui fut celle d'Abel El-Fassi, de l'istiglal et du roi Mohamed V, détermina une opposition militaire et subversive de 1957 à 1964 à l'indépendance mauritanienne. Il fallut l'opération « Escoufflon » menée conjointement par la France et l'Espagne en février 1958, tandis qu'à l'autre extrémité du Maghreb était bombardé Sakiet-Sidi-Youssef, pour avoir raison des incursions marocaines au Sahara occidental. Il fallut le ténacité de M. Moktar Ould Daddah, l'appui de toute l'Afrique noire (aux seules exceptions de la Guinée et du Mali) et le spectaculaire parachutage tunisien pour vaincre le diplomate-marocain et le veto soviétique aux Nations unies, et y faire entrer la Mauritanie.

Tirant finalement le leçon de cet échec, le roi Hassan II agitait l'occasion historique du premier « sommet » islamique pour reconnaître la souveraineté mauritanienne, en septembre 1969, geste consacré par traité en juin 1970. De la même manière le Maroc reconnaissait en janvier 1968 et en mai 1970 l'indépendance de ses frontières avec l'Al-

gérie, et renonçait à Figuly et à Tindouf. C'est pourtant au nom d'une revendication de l'ensemble mauritanien que Rabat se réclame de porter encore sous administration espagnole.

En reconnaissant ses frontières avec l'Algérie et la souveraineté internationale de la Mauritanie, le Maroc eût le même coup abandonné — quoi qu'il en ait — tout titre juridique sur le Sahara, s'il en avait jamais eu. Fondée selon lui sur l'histoire, la géographie, la religion et la culture, la revendication de Rabat embrassait tout l'espace compris de Colomb-Béchar à Tombouctou et du Draa, la fleuve Sénégal. Il ne peut y avoir plusieurs parts ou divers degrés dans le caractère marocain du Sahara : il est ou il n'est pas, et la proposition ne peut que s'appliquer à l'ensemble d'une région dont l'homogénéité trappe. N'ayant pu dans deux espèces déjà (Algérie et Mauritanie) coexister avec succès ni les frontières léguées par le colonisateur ni ce qui distingue à l'évidence les populations nomades du désert de celles sédentaires du Tal et de l'Atlas, le Maroc ne saurait être fondé à y parvenir dans l'espèce analogue et encore pendant de la possession espagnole.

L'enjeu

Cette logique juridique, qui nuîne la position actuelle du Maroc devant le Cour de La Haye, correspond aux réalités sur le terrain. La portion du Sahara encore administré par l'Espagne fait partie à tous points de vue de l'ensemble mauritanien. De part et d'autre de la frontière et jusque dans la toponymie s'étendent les chères violettes et les plaines aux éphémères mais splendides pâturages du Tiris et du Zammour ; du cap Timiria au cap Juby, c'est le même Azefal sabionneux ; du nord au sud, ce sont les mêmes Ould Dellin, Ould Daouar, Abi Barikallah, qui nomadent aujourd'hui de Nouakchott à Smara, comme ils l'ont fait hier ; d'est

en ouest, ce sont les mêmes RG/bata, faisant toujours preuve de même indépendance, qui se décent dans le hamac du Draa.

Le point de droit équiva, c'est dire le souveraineté mauritanienne, le solidité économique tuelle entre les Etats riverains, connue par les accords algéro-mauritanien de mars 1968 et les accords marocain de juillet 1970 et de février 1972, d'après l'exploit commune des richesses minières : Seguel-et-Tamra — dans l'ouest — par M. Moktar Ould Daddah puis juin 1967... et celle, toujours entreprenante, du fer de Gara-Oujal en Algérie. La potentialité nationale, de l'ancien Mifer serait la contribution mauritanienne à cette coopération exemplaire.

Faute de cette expérimentation pratique d'une coopération des rivaux de l'ensemble saharien, il a grandeur que l'avenir proche Sahara dit espagnol ne soit que quoz. Entretien plus de 60 hommes de troupe dans le territoire (2). L'Espagne peut certes soutenir une indépendance qui sans doute consoliderait à la longue : c'est thèse du PUNS et du F. Polisario mais c'est à l'avantage de la métropole et des investisseurs américains et allemands. Cette indépendance viable sur le plan industriel ne l'est pas du point de vue chameleur, c'est celui de la quasi-totalité de la population ; les zones de passage et les trafics traditionnels s'établissent au-delà des frontières coloniales. L'Espagne se retire d'un pays en laissant comme le Béligique-Congo les Nations unies — devant leurs responsabilités — l'affrontement est alors inévitable, même s'il ne met d'être confus. Le « pays d'hommes bleus » retrouvera ce qui fut jusque dans les années 30 : le menace permanente à la frontière en Algérie, au Maroc et en Mauritanie. Et dans notre monde d'aujourd'hui, de tels foyers d'insécurité sont jamais longtemps circonscrits.

(1) L'administration chérifiennne. (2) Dont la population autochtone est estimée à un chiffre un peu supérieur.

GRIFFSOLDE DEGRIFFE
LES GRANDS DU PRET-A-PORTER

actuellement les costumes de l'été

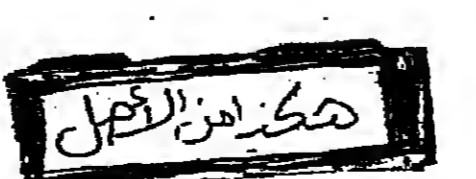
3, rue de la plaine (noëan)

AUTEUIL HOMMES

SOLDE POUR LES HOMMES GRANDS OU FORTS

JUSQU'AU 12 JUILLET, SON PRET A PORTER ET SPORTSWEAR D'ETE

59 RUE LAFAYETTE PARIS



ASIE

Macao

ALORS QU'UN COMLOT MILITAIRE A ETÉ DÉJOUÉ

Chinois sont prêts à collaborer au réveil économique de la colonie

Un coup d'Etat militaire a été... Macao, a annoncé, mercredi 9 juillet... Le choc de ce complot, dans lequel... impliqués plusieurs officiers, suit... le limogeage, samedi, du capitaine...

navales. Cet officier était jusqu'à l'arrestation... du nouveau gouvernement, le représentant... du M.F.A. Son éviction, dont les motifs... n'ont pas été révélés, aurait suscité un vif... mécontentement dans les rangs de la police.

ment du colonel Leandro, qu'ils jugent... insuffisamment démocratiques. Certains... souhaiteraient la nationalisation de grandes... entreprises chinoises. Par mesure discipli-... naire, le colonel Leandro a renvoyé deux... officiers à Lisbonne. D'autre part, une... bombe de fabrication artisanale a explosé... mercredi à Macao, blessant une Chinoise.

Correspondance

— Alors que les pré-... scriptions du solé... tement des cadres... au-dessus de la... tantement les col-... Portugais. Dernière... avec Timor, Macao... Lisbonne, voudrait qu'on... le changement est... de ce minuscule terri-... cœurs carrés. Mais... étape de la décolo-... décidé ailleurs par... a, a soulevé le glas d'une... dont tout le monde s'ac-

perspective de l'établissement de... diplomatiques; elle a aussi... le mérite de lui permettre de se... retranscrire dans la volonté... de la population de Macao... A première vue, la révolution... n'a fait qu'effleurer Macao. Ce... monde sarran se déroulé le long... de sa base sabbatienne comme un... film jauni. Chaque demi-heure... les hydrogénérateurs arrivent de... Hongkong, déversant leurs "an-... ristes dans les rues tranquilles... bordées d'arcades. L'animation... on la trouve dans la ville basse... et dans la dizaine de casinos... « L'enfer du jeu » est mort il y a... vingt ans. Mais on perd encore... sa fortune ou son salaire à une... table de « fan tan » ou au milieu... du tintamarre des armées de... machines à sous américaines. Petit commerce et grandes... affaires se mêlent ici. Levi... Strauss, par exemple, fabrique à... Macao une bonne partie des... fameux « jeans » vendus à tra-... vers le monde. Dans les ateliers... où l'on sous-traite pour l'industrie... de Hongkong, le cliquettement des... machines à coudre s'entend tard... dans la nuit, mêlé au fracas des... joueurs de ma-jong.

Représente la colonie pour Lis-... bonne. Il semble que les Chinois veu-... lent répondre à l'attente des Por-... tugalais. Pour la première fois dans... l'histoire de Macao, non seule-... ment une banque chinoise a... accepté de souscrire en partie un... emprunt lancé par le gouverne-... ment, mais encore la maison de... commerce chinois Nan Kwang... qui a le monopole des échanges... entre Macao et la Chine, a ré-... comencé à établir des contacts avec... les autorités. La Chine, d'ailleurs... tient compte de la différence de... niveau de vie à Hongkong et Ma-... cao lorsqu'elle fixe les prix des... denrées alimentaires vendues à la... colonie portugaise: moyen dé-... tourné de l'aider.

« Chinois et Portugais vivent... en harmonie à Macao, pourquoi... voulez-vous que ça change...? L'homme qui tient ces propos... n'est pas un Portugais digne et... ruiné. C'est M. Stephen Ho Mil-... liares, le grand syndicat du jeu... de Macao (qui emploie 10 % de la population). Il a la confiance de Pékin où il... se rend souvent. Il existe à Macao... entre les Portugais et les trois... cent mille Chinois, une réparti-... tion des tâches: à aux premiers... de maintenir le système capita-... liste, aux seconds de produire. Avec un parti-pris de « laissez-... faire », l'ancien régime n'a créé... pour ainsi dire ni structures, ni... lois. L'harmonie à Macao est sou-... vent synonyme de détresse pour... la majorité. C'est la tête pleine... des idées du Portugal libre qu'est... arrivée en décembre la jeune... équipe mandatée par Lisbonne. Mais... personne n'attendait de « libé-... rateurs » et elle s'est vite... aperçue que, à Macao, la révo-... lution est une intruse.

« Rien d'important ne se décide... contre l'avis des autorités chinoi-... ses, qui, pour Macao, se trouvent... au comité révolutionnaire de... Canton. Le nouveau gouvernement... l'a pratiquement ignoré. Pas plus... qu'une réglementation sur l'uti-... lisation des pétards lors du Nouvel... An chinois, le gouvernement n'a pu... faire accepter récemment une... augmentation des tarifs de... l'électricité. Les Chinois diront... simplement: « Non. » Et rien... ne se fit... La bonne volonté de Pékin... Pour réaliser son programme... le gouverneur doit inspirer... confiance aux représentants de... la communauté chinoise. Le climat... d'incertitude dans lequel a été... plongé Macao, a eu, en effet, conduit... à une paralysie progressive de... l'économie. Il est hors de doute... d'autre part, que l'effervescence... politique de ces derniers mois... irrite les Chinois. Hésitants au-... jourd'hui sur les intentions de... Lisbonne, ils sentent qu'ils ont... intérêt à collaborer à la politique... de développement.

« Les membres de la nouvelle... équipe dirigeante travaillent sans... données de base: ni statistiques... le précédent régime négligeait d'en... établir. Il est impossible aux éco-... nomistes d'avoir un état exact... de la balance des paiements. Les... fonctionnaires se heurtent à des... réseaux d'intérêts structurés... depuis des années, — quand il... ne s'agit pas de sociétés secrètes... comme celle des « Quatorze Car-... rats ». Pour faire aboutir ses... réformes, le gouvernement de... Macao doit jouer avec deux... composantes: les Chinois d'abord... mais aussi les Portugais, qui se... sont scindés en deux groupes... Nombre de colons craignent une... remise en cause de leurs intérêts. Pour d'autres, au contraire, il... faut corriger les injustices. Les... premiers se sont regroupés dans... l'Association pour la défense des... intérêts de Macao (A.D.I.M.) à... laquelle ont notamment adhéré... tous les grands bourgeois. Les... seconds, pour la plupart des... « petits blancs », fonctionnaires ou... intellectuels venus du Portugal, ont... créé le Centre démocratique... de Macao (C.D.M.) et sont favo-... rables à une voie « socialisante ».

« Les membres de la nouvelle... équipe dirigeante travaillent sans... données de base: ni statistiques... le précédent régime négligeait d'en... établir. Il est impossible aux éco-... nomistes d'avoir un état exact... de la balance des paiements. Les... fonctionnaires se heurtent à des... réseaux d'intérêts structurés... depuis des années, — quand il... ne s'agit pas de sociétés secrètes... comme celle des « Quatorze Car-... rats ». Pour faire aboutir ses... réformes, le gouvernement de... Macao doit jouer avec deux... composantes: les Chinois d'abord... mais aussi les Portugais, qui se... sont scindés en deux groupes... Nombre de colons craignent une... remise en cause de leurs intérêts. Pour d'autres, au contraire, il... faut corriger les injustices. Les... premiers se sont regroupés dans... l'Association pour la défense des... intérêts de Macao (A.D.I.M.) à... laquelle ont notamment adhéré... tous les grands bourgeois. Les... seconds, pour la plupart des... « petits blancs », fonctionnaires ou... intellectuels venus du Portugal, ont... créé le Centre démocratique... de Macao (C.D.M.) et sont favo-... rables à une voie « socialisante ».

« Les membres de la nouvelle... équipe dirigeante travaillent sans... données de base: ni statistiques... le précédent régime négligeait d'en... établir. Il est impossible aux éco-... nomistes d'avoir un état exact... de la balance des paiements. Les... fonctionnaires se heurtent à des... réseaux d'intérêts structurés... depuis des années, — quand il... ne s'agit pas de sociétés secrètes... comme celle des « Quatorze Car-... rats ». Pour faire aboutir ses... réformes, le gouvernement de... Macao doit jouer avec deux... composantes: les Chinois d'abord... mais aussi les Portugais, qui se... sont scindés en deux groupes... Nombre de colons craignent une... remise en cause de leurs intérêts. Pour d'autres, au contraire, il... faut corriger les injustices. Les... premiers se sont regroupés dans... l'Association pour la défense des... intérêts de Macao (A.D.I.M.) à... laquelle ont notamment adhéré... tous les grands bourgeois. Les... seconds, pour la plupart des... « petits blancs », fonctionnaires ou... intellectuels venus du Portugal, ont... créé le Centre démocratique... de Macao (C.D.M.) et sont favo-... rables à une voie « socialisante ».

« Les membres de la nouvelle... équipe dirigeante travaillent sans... données de base: ni statistiques... le précédent régime négligeait d'en... établir. Il est impossible aux éco-... nomistes d'avoir un état exact... de la balance des paiements. Les... fonctionnaires se heurtent à des... réseaux d'intérêts structurés... depuis des années, — quand il... ne s'agit pas de sociétés secrètes... comme celle des « Quatorze Car-... rats ». Pour faire aboutir ses... réformes, le gouvernement de... Macao doit jouer avec deux... composantes: les Chinois d'abord... mais aussi les Portugais, qui se... sont scindés en deux groupes... Nombre de colons craignent une... remise en cause de leurs intérêts. Pour d'autres, au contraire, il... faut corriger les injustices. Les... premiers se sont regroupés dans... l'Association pour la défense des... intérêts de Macao (A.D.I.M.) à... laquelle ont notamment adhéré... tous les grands bourgeois. Les... seconds, pour la plupart des... « petits blancs », fonctionnaires ou... intellectuels venus du Portugal, ont... créé le Centre démocratique... de Macao (C.D.M.) et sont favo-... rables à une voie « socialisante ».

Inde

Le Parlement est appelé à approuver l'état d'urgence

De notre correspondant

New-Delhi. — Soucieux de mon-... trer qu'en dépit de sa fermeté il... ne s'écartera pas de la Constitution... de l'Union, le gouvernement de... Mme Gandhi a normalement convo-... qué la session, dite « de la mousson »,... du Parlement. La Chambre basse... (Lok Sabha) se réunira le 21 juillet. Les députés seront appelés à approu-... ver l'état d'urgence décrété le 25 juin... (1). La loi fondamentale stipule en... effet qu'il doit être entériné par les... parlementaires dans un délai de deux... mois après sa promulgation. Les deux... Chambres étaient en vacances lora... qu'il a été proclamé.

riode, les deux Chambres décident... de se lever à l'issue d'un nouveau... vote. Si l'on en juge par la durée... de la prochaine session (huit jours... environ), le vie parlementaire sera... sans doute suspendue pendant quel-... que temps.

Il ne fait pas de doute que l'état... d'urgence sera ratifié par les par-... lementaires malgré les réserves que... peuvent exprimer discrètement, loi... et là, quelques membres du parti... gouvernemental sur les conséquences... d'une telle mesure d'exception. Le... Congrès dispose de la majorité... absolue dans les deux Chambres. Treize membres du Lok Sabha sur... cinq cent cinquante sont actuelle-... ment arrêtés. Il n'est toutefois pas... exclu qu'un certain nombre de per-... sonnalités incarcérées, mais n'appar-... tenant pas aux organisations fascistes... ou révolutionnaires récemment inter-... dites, soient peus à peu relâchés en... liberté.

Le maintien, l'assouplissement ou... l'abolition de la censure découle... de ce régime est laissé à la discrétion... du gouvernement. La presse ne... pourra pas rendre compte, comme à... l'accoutumée, de débats parlemen-... taires. Seuls quelques journalistes... très sur le volet seront autorisés... à y assister. Néanmoins, certains... représentants de journaux techniques... ou de langues locales ont déclaré... mercredi 9 juillet, dans un mémo-... randum remis au premier ministre... que la censure était essentielle « jus-... qu'à ce que le complot contre la... nation soit entièrement écarté ».

Une fois approuvé par le Parle-... ment, l'état d'urgence pourra durer... en application pendant une... période de deux ans, à moins... qu'après l'expiration de cette pé-

C'est, d'autre part, à dater du... 14 juillet que la Cour suprême exa-... minera l'appel présenté par Mme... Gandhi à la suite du jugement de la... Haute Cour d'Allahabad annulant son... mandat parlementaire et mettant de... ce fait son poste en cause. La pro-... cédure pourrait durer plusieurs... semaines et le jugement être rendu... dans le courant de septembre.

GÉRARD VIRATELLE

(1) La Cour suprême ayant sus-... pendu son droit de voter, Mme Gan-... dhi ne pourra participer au scrutin.

N'oubliez pas d'emporter L'imprécatateur par René-Victor Pilhes Prix Femina/Seuil

Dans "J'ai Lu", 5 romans pour l'été.



Le souffle de la guerre. Une famille en exil... Mardi à l'aube. Roi des fêtes parisiennes... Les lauriers du lac de Constance. Un document sur la collaboration... Le seigneur du fleuve. Sur le Rhône, le dernier combat... Le roseau pensant. A côté du rugby...



"J'ai Lu." La collection qui choisit bien ses livres.

BAGAGERIE Prix Vacances... 50, 55, 60, 65, 70 ou 75 cm: 295F... 550F

SOLDES jusqu'à 50% sur fins de séries 20% sur la collection de TAPIS d'origine IRAN - CHINE CAUCASE Les Lisses de France

POLITIQUE

DANS UNE LETTRE AU PREMIER MINISTRE

J'attends du travail gouvernemental qu'il permette de compléter substantiellement l'action réformatrice engagée cette année

DÉCLARE M. GISCARD D'ESTAING

M. Valéry Giscard d'Estaing a adressé à M. Jacques Chirac une lettre, rendue publique mercredi 9 juillet, dans laquelle il expose le programme de travail gouvernemental pour le second semestre 1975. Voici le texte de cette lettre :

« Mon cher premier ministre, lors du conseil des ministres du 2 janvier 1975 j'avais arrêté le programme de travail gouvernemental pour le premier semestre de l'année. J'ai noté qu'à l'exception d'un très petit nombre de délibérations, qui ont dû, faute de temps, être reportées au début du second semestre, ce programme a été entièrement respecté.

« D'importantes réformes ont pu ainsi être mises au point, au cours de ce premier semestre, notamment la réforme foncière, celle du statut de Paris et de la région parisienne, celle de l'organisation judiciaire dans les grands centres urbains, celle de la même loi déjà adoptée par le législateur, c'est le cas, en particulier, de la modernisation du système éducatif et de la réforme du divorce. Enfin sur de nombreux sujets de première importance, des réflexions approfondies ont été lancées, qui permettront le moment venu de réaliser, en pleine connaissance de cause les transformations indispensables de notre société, dans le sens de la justice et de la liberté.

« La méthode ainsi retenue m'apparaît, à l'expérience, conforme aux nécessités de la conduite du changement dans une démocratie moderne. Elle permet au gouvernement dans son ensemble, ainsi qu'à chaque ministre et à chaque administration intéressée, d'engager en temps voulu les études, les consultations et les discussions nécessaires à la préparation des décisions. En même temps, elle a permis à l'opinion de mieux saisir et par là même de mieux comprendre et de mieux juger l'action réformatrice du gouvernement.

« J'ai donc, de la même manière, arrêté au cours du conseil des ministres du 9 juillet le calendrier des délibérations gouvernementales pour le deuxième semestre de 1975.

« Les délibérations prévues — réunions du conseil central de planification, conseils restreints ou communications en conseil des ministres — sont de plusieurs sortes. Quelques-unes ont pour objet de compléter les lacunes observées dans les réalisations du calendrier retenu pour le premier semestre. Plusieurs ont trait à des sujets fondamentaux qui ont déjà été abordés par le gouvernement au premier semestre 1975, mais qui nécessitent encore, en raison

de leur importance ou de leur complexité, de nouvelles discussions gouvernementales. Un troisième ensemble de délibérations porte sur des thèmes de réformes que le gouvernement abordera pour la première fois. Enfin, il importe que dans les domaines où des réformes ont déjà été largement engagées, le gouvernement puisse assurer des conditions effectives de leur application ; ce sera l'objet de plusieurs communications au conseil des ministres.

« J'attends de cette seconde session du travail gouvernemental en 1975 qu'elle permette, compte tenu notamment des nécessités propres au travail parlementaire qui doit disposer des délais et des informations nécessaires, de compléter substantiellement l'action réformatrice engagée cette année, cela dans plusieurs domaines essentiels.

Quatre domaines essentiels

« Le premier est celui de la lutte contre les inégalités. Il s'agit d'une action multiforme, touchant aussi bien la répartition des revenus et la fiscalité, notamment par la mise au point d'un système moderne d'imposition des plus-values, que la réaffectation de la condition des travailleurs manuels, à laquelle j'attache une importance décisive. Des études fondamentales ont été engagées sur ces sujets ; il convient maintenant d'en tirer les conséquences. Dans le même esprit, je souhaite que le Parlement se prononce sur le projet de réforme foncière dès le début de la prochaine session.

« Le second domaine est celui de la réforme de l'entreprise. Après la phase de réflexion, qui a abouti en grande partie à la commission présidée par M. Sudreau, puis la phase de discussion, qui, après le conseil économique et social, se poursuit actuellement dans les comités économiques et sociaux régionaux, il appartient donc au gouvernement, une fois effectuées les consultations nécessaires, de prendre une position. Je souhaite qu'un premier train de réformes puisse être proposé au Parlement dès la session prochaine.

« Le troisième est celui de la famille, qui après la mise en œuvre de la libéralisation nécessaire de notre législation, doit être protégée et encouragée comme constituant une cellule essentielle d'organisation de la société libérale avancée.

« Enfin ; le quatrième domaine principal de l'action réformatrice du gouvernement, d'ici la fin de 1975, est celui de la qualité de la vie. Plusieurs des thèmes mentionnés ci-dessus concernent la politi-

que de la vieillesse, la politique de la santé et celle des transports en commun se rapportent à ce sujet si important pour la vie quotidienne des Français.

« Vous trouverez en annexe à la présente lettre le calendrier des délibérations gouvernementales que j'ai arrêté dans l'esprit que le vœu d'indiquer, vous voudrez bien, dans les prochains jours, au gouvernement les instructions nécessaires pour son application. Ainsi pourra être poursuivie et amplifiée l'action réformatrice en cours pour créer dans notre pays une organisation politique et sociale fondée sur la justice, l'imagination et la liberté. Cette réforme doit être conduite par les Français eux-mêmes, au travers de leurs institutions représentatives, qui expriment à la fois leur diversité et leur unité. »

Le calendrier des délibérations gouvernementales

JUILLET

Conseil central de planification : la réaffectation agricole (secondes délibérations) ; la condition des travailleurs manuels.

Conseils restreints : la réduction des inégalités sociales ; la réforme de l'entreprise ; problèmes des entreprises (entre mer) ; la réforme de l'architecture ; la politique électromagnétique.

Communications en conseil des ministres : compte rendu de la réforme de la radio et de la télévision ; l'aménagement et le développement de la Corse ; bilan de la politique d'aide à la construction navale ; la sécurité routière ; réforme des conseils de prud'hommes.

AOUT-SEPTEMBRE

Conseil central de planification : orientation et développement de la production agricole (secondes délibérations) ; la mise en valeur des façades maritimes.

Conseils restreints : la sécurité des Français ; la taxation des plus-values ; la sécurité routière ; la réforme de l'entreprise (secondes délibérations).

Communications en conseil des ministres : la politique de la famille ; la seconde phase de la réforme de la radio et de la télévision ; l'aménagement et le développement de l'industrie française de l'informatique ; l'application de la politique de l'immigration ; l'application des dispositions législatives et réglementaires concernant la contraception et l'avortement ; la mise en place de la politique du livre ; l'accueil des rapatriés, français d'Extrême-Orient et des réfugiés vietnamiens.

OCTOBRE

Conseil central de planification : les orientations de l'aménagement du territoire.

Conseils restreints : la lutte contre la fraude fiscale ; la réforme de la loi électorale municipale (secondes délibérations) ; la politique de la recherche (secondes délibérations) ; problèmes de l'enseignement supérieur (secondes délibérations).

Communications en conseil des ministres : l'état de la politique

de formation professionnelle dans la perspective de l'emploi et de la promotion ; l'application de la politique d'économies de matières premières et de lutte contre les gaspillages ; compte rendu de la situation dans le secteur de la poste ; l'accueil des étudiants étrangers dans les établissements d'enseignement supérieur et de formation professionnelle.

NOVEMBRE

Conseil central de planification : les orientations à moyen et long terme de la politique de la santé ; conseils restreints : la politique de la vieillesse ; l'organisation et les méthodes de travail des instances gouvernementales ; la politique de coopération et les suites à donner à la conférence de Bangal.

Communications en conseil des ministres : la réforme de l'adoption ; l'avenir de la viticulture languedocienne ; l'application de la politique de la pêche ; bilan des économies d'énergie ; bilan de la politique pénitentiaire.

DÉCEMBRE

Conseil central de planification : les perspectives démographiques et la politique familiale (secondes délibérations).

Conseils restreints : les transports en commun ; le financement de la Sécurité sociale et l'assiette des cotisations sociales ; la politique du logement ; les perspectives de l'industrie aéronautique.

Communications en conseil des ministres : le point de la politique de développement des énergies nouvelles ; le fonctionnement de la justice dans les grands centres urbains ; application des décisions prises ; le bilan des mesures prises en faveur des espaces verts dans la région parisienne ; le soutien des métiers d'art ; la conclusion des groupes de travail sur les problèmes de la condition féminine.

Le calendrier ne concerne ni la politique de défense, ni la politique extérieure, ni la politique conjoncturelle, mais uniquement l'action réformatrice du gouvernement dans le domaine civil.

Le président de la République encourage les radicaux à constituer l'aile gauche de la majorité

Comme il l'avait fait le 17 juin, au lendemain des assises nationales de l'U.D.R. et de celles de la Fédération des réformateurs, M. Valéry Giscard d'Estaing a porté, mercredi en conseil des ministres, une appréciation sur un élément de la vie interne d'une des formations politiques qui le soutiennent. Le 17 juin, c'est M. Jacques Chirac qui était à l'honneur. Le 9 juillet, ce fut au tour de M. Gabriel Péri, convoqué, semble-t-il, spécialement pour cela. Des secrétaires d'Etat n'assistant pas à toutes les réunions du conseil.

Si le premier ministre avait été félicité par le chef de l'Etat pour avoir, sur la suggestion d'abandonner la direction de l'U.D.R., le second d'Etat à la fonction publique l'a été pour avoir accédé à la présidence du parti radical. Cette contradiction sera, pour M. Péri, le thème d'une première réunion. Les propos du président de la République a agrément ses félicitations en sont un second, générateur sans doute de moins d'inquiétude. M. Giscard d'Estaing a en effet ajouté : « Le parti radical a joué un rôle essentiel dans les institutions républicaines en France. Il a su servir le bien public. Il est naturel, pour le présent et pour le futur, qu'il y exerce des responsabilités. »

Sur le premier point, le successeur de M. Servan-Schreiber peut évidemment s'interroger sur la valeur d'un témoignage de satisfaction qui lui est attribué, alors que tout le monde sait que le chef de l'Etat avait demandé à ses principaux ministres — MM. Chirac et Fontanet — en tout cas, d'abandonner leurs responsabilités de chefs de parti. Le secrétaire d'Etat en déduit-il qu'on lui fait un sort à part, compte tenu de la modestie de sa charge ministérielle ou éprouvera-t-il la crainte d'être encouragé ainsi à des tâches « parasitaires » dans la perspective d'une exclusion du gouvernement ? L'insistance avec laquelle il avait souligné, après son élection à la tête de son parti, qu'il était hostile au cumul de deux activités et qu'il n'était qu'un président intérimaire, avait témoigné de la préférence qu'il accordait, si le choix lui était donné, à la participation au ministère. Toutefois, on peut noter, dans les propos qu'il avait tenus, par la suite, à Lille, qu'il tempérait son intransigeance à l'égard du cumul et qu'il serait tout disposé à accepter les commandes de sa formation, pour peu qu'on lui donne quelques assurances.

Sur ce sujet, M. Robert Fabre nous a fait connaître son sentiment. Il nous écrit :

« Les radicaux de gauche, considérant l'Etat en déclin, ont voulu enlever en premier pour démanteler la forteresse de la gauche, font l'objet de dénonciations visant à leur dissolution. Le départ de Jean-Jacques Servan-Schreiber de la présidence du parti fondé en la place de Valois en est le prétexte. On annonce à son de trompe que nous serons remplacés par Gabriel Péri, la réintégration de tous les radicaux (sous-entendu au sein de la majorité) sera grandement facilitée. »

M. Darcoeur, Rossi et Péri, nous ont écrit, aujourd'hui, se proclamer à qui mieux mieux fidèles à la philosophie radicale : chacun sait bien qu'ils l'ont trahie par opportunisme, et qu'ils ont ce jour-là, René Herriot et Mendès France... Ils peuvent bien jouer de certaines amitiés pour tenter de renouer le dialogue avec ceux qui furent leurs compagnons de lutte, et qui continuent, eux, à lutter pour le même idéal de justice et de fraternité, celui de la gauche ; mais ils ont trahi leur entreprise et voué d'échec, et que les radicaux de gauche resteront fidèles à leurs engagements. Ils savent qu'en octobre les rejoindront ceux qui, au nom de Casson et Hémont, viennent de rompre avec la place de Valois et ont rejoint la gauche, sans esprit de retour. »

Avec ou sans Servan-Schreiber, avec ou sans Gabriel Péri, le radicalisme n'est plus, dans les centres marqués de la place de Valois. Il réveille l'espoir, au cœur de beaucoup de Français, du développement d'une gauche humaniste, qui correspond au génie propre de notre pays et à sa tradition républicaine. Ce radicalisme, toujours et vivement gardé sa personnalité, allié des socialistes, il sait s'en distinguer et s'il le faut se garder de ses embêtements. Ses associés de l'Union de la gauche n'ont d'ailleurs aucun intérêt à s'opposer à sa renouveau. »

Il est évident, et bien évident, quelle que soit l'assurance manifestée par M. Robert Fabre, que certains radicaux de gauche, et même des dirigeants de la formation allié au P.C. et au F.S.,

M. ROBERT FABRE : le radicalisme est ailleurs

Sur ce sujet, M. Robert Fabre nous a fait connaître son sentiment. Il nous écrit :

« Les radicaux de gauche, considérant l'Etat en déclin, ont voulu enlever en premier pour démanteler la forteresse de la gauche, font l'objet de dénonciations visant à leur dissolution. Le départ de Jean-Jacques Servan-Schreiber de la présidence du parti fondé en la place de Valois en est le prétexte. On annonce à son de trompe que nous serons remplacés par Gabriel Péri, la réintégration de tous les radicaux (sous-entendu au sein de la majorité) sera grandement facilitée. »

M. Darcoeur, Rossi et Péri, nous ont écrit, aujourd'hui, se proclamer à qui mieux mieux fidèles à la philosophie radicale : chacun sait bien qu'ils l'ont trahie par opportunisme, et qu'ils ont ce jour-là, René Herriot et Mendès France... Ils peuvent bien jouer de certaines amitiés pour tenter de renouer le dialogue avec ceux qui furent leurs compagnons de lutte, et qui continuent, eux, à lutter pour le même idéal de justice et de fraternité, celui de la gauche ; mais ils ont trahi leur entreprise et voué d'échec, et que les radicaux de gauche resteront fidèles à leurs engagements. Ils savent qu'en octobre les rejoindront ceux qui, au nom de Casson et Hémont, viennent de rompre avec la place de Valois et ont rejoint la gauche, sans esprit de retour. »

Avec ou sans Servan-Schreiber, avec ou sans Gabriel Péri, le radicalisme n'est plus, dans les centres marqués de la place de Valois. Il réveille l'espoir, au cœur de beaucoup de Français, du développement d'une gauche humaniste, qui correspond au génie propre de notre pays et à sa tradition républicaine. Ce radicalisme, toujours et vivement gardé sa personnalité, allié des socialistes, il sait s'en distinguer et s'il le faut se garder de ses embêtements. Ses associés de l'Union de la gauche n'ont d'ailleurs aucun intérêt à s'opposer à sa renouveau. »

Il est évident, et bien évident, quelle que soit l'assurance manifestée par M. Robert Fabre, que certains radicaux de gauche, et même des dirigeants de la formation allié au P.C. et au F.S.,

Comptoir du Chocolat et des Alcools

Chocolats - Champagnes
Alcools - Vins fins - Dragées
Conserves fines - Foie gras

PRIX DE GROS

CHAMPAGNE
Henri Abel Brut la Bt 22,80 F
Lanson Brut la Bt 22,80 F
Fleur de France Brut la Bt 22,80 F
Fleur de France Brut (avec notes) la Bt 22,80 F
Bordeaux Supérieur, Ch. St-Jean 73 (v. par 12) la Bt 4,50 F
Alroy St. Denis COMTESSE 1964 (v. par 6) la Bt 7,70 F
Bordeaux 73 (v. par 12) la Bt 5,50 F
Dragées amandes Paris extra la Bt 25,00 F

102, Rue de Turin - PARIS 7^e
TÉL. : 77.82.26

ouvert de 10h à 19h
Nouveaux restaurants tous les jours

Chèques acceptés à partir de 300 francs
moins 1% selon le mode de paiement - carte crédit.

Service Livraison - Paris

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi matin 9 juillet au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. À l'issue de la réunion le communiqué suivant a été publié :

● **LES OBSERVATIONS MÉTÉO :**

Le conseil a adopté un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de financement collectif des stations océaniques situées à Gênes le 15 novembre 1974 et relatif au remboursement, par l'ensemble des

M. PÉTRUS FAURE DEMANDE LA RÉVISION DU PROCÈS DU MARÉCHAL PÉTAIN

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne. — M. Pétrus Faure, ancien député de la Loire, qui siège à la Haute-Corse du conseil des ministres, a demandé au président de la République une lettre dans laquelle il demande la révision du procès du maréchal Pétain et la réhabilitation de son nom.

M. Pétrus Faure écrit notamment : « J'appartiens à la génération qui a vu la guerre de 14-18, où un million et demi de Français ont été tués. Les survivants, dont quelques-uns, blessés plusieurs fois, gagnèrent la croix de guerre et la médaille militaire, nous demandent que justice soit rendue à leur ancien chef. (...) J'ai, au cours des longs débats, acquis la conviction que le maréchal Pétain n'a jamais trahi son pays et que son procès et sa condamnation sont injustes. (...) Trente ans après, les passions s'étaient apaisées, l'heure n'est-elle pas venue pour qu'une décision de justice et de raison soit prise par le chef du pays qui tient à réconcilier tous les Français ? »

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi matin 9 juillet au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. À l'issue de la réunion le communiqué suivant a été publié :

● **LES TÉLÉCOMMUNICATIONS :**

Le conseil des ministres a fait le point de l'implantation des crédits exceptionnels d'investissement mis en place dans le secteur des télécommunications. Des crédits d'un montant de 1.414 millions de francs ont été affectés à la construction de lignes de câbles et de réseaux de câbles de liaisons intercontinentales. Les investissements effectués en 1974 et 1975 dans l'industrie des équipements téléphoniques et dans les entreprises en bâtiment et en génie civil la création de vingt-et-un mille emplois nouveaux, dont treize mille cinq cents au titre du programme exceptionnel d'investissement.

● **LA CORSE :**

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, après avoir rappelé les mesures spécifiques intervenues ces dernières années en faveur de la Corse, notamment pour tenir compte des charges inhérentes à l'insularité, a exposé au conseil, qui les a adoptées dans leur principe, un grand programme d'investissement de développement de cette région. Ce programme a fait l'objet d'une très large concertation. Il prévoit essentiellement la mise en œuvre d'un plan de rénovation rurale axé sur le développement de l'élevage et de l'artisanat dans les zones de montagne et de plateaux, l'aménagement urbain et industriel concernant particulièrement Ajaccio et Bastia et permettant la création de nombreux emplois, notamment d'emplois industriels, le développement d'une tourisme de qualité, ainsi que la création d'une université à Corte.

Dès l'automne prochain, un certain nombre de mesures complé-

mentaires interviendront. Notamment dans le domaine des transports entre la Corse et le continent où la mise en œuvre d'un véritable service public est à l'étude. Pour accélérer dès 1975 la réalisation de certaines mesures prévues par ce plan, des crédits seront affectés à la construction d'interventions du Fonds d'expansion économique de la Corse seront modifiés pour lui assurer une plus grande efficacité. Enfin, le ministre d'Etat a fait le point des mesures prises pour la mise en œuvre de la loi créant un Corps deux degrés de magistrats judiciaires et au préfet délégué sera très prochainement nommé dans le département de la Haute-Corse.

● **LA COOPÉRATION FRANCO-SOVIÉTIQUE :**

Le ministre de l'Économie et des Finances a rendu compte de son voyage en U.R.S.S. et des travaux de la grande commission franco-soviétique auxquels il a participé avec le ministre de Commerce extérieur. Il a fait le point des projets d'accords ou de contrats étudiés par la commission et des résultats obtenus.

(Voir page 28.)

● **LE STATUT DES COMORES :**

(Voir page 4.)

● **SITUATION INTERNATIONALE**

Le ministre des Affaires étrangères a fait une communication sur divers points de la situation internationale. Il a informé le conseil des entretiens qui se sont déroulés à l'occasion de la visite du président des Émirats arabes unis et de la visite du premier ministre de Tunisie.

● **LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES**

M. René Tomasi, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, a exposé les grands thèmes du calendrier de la prochaine session.

Cette session, qui ouvrira le jeudi 2 octobre pour s'achever le samedi 26 décembre, sera dominée par la discussion budgétaire. Viendront notamment en discussion au début de

la session à l'Assemblée nationale le projet de loi sur la réforme foncière et au début de la session de loi relative au statut des militaires de carrière. Après la discussion de la loi de finances pour 1976 seront examinés notamment le statut de Paris et le statut de la région Île-de-France.

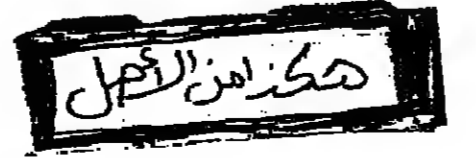
Diverses mesures seront mises en œuvre pour obtenir une meilleure organisation des travaux parlementaires et pour éviter que le fin de session les textes se soient examinés à une cadence trop rapide. En particulier, il a été convenu que les projets qui n'auraient pas fait l'objet de débats au cours de la session d'octobre ne seront pas soumis aux délibérations du Parlement en cours de la prochaine session.

● **LE PROGRAMME GOUVERNEMENTAL**

Le président de la République a informé le conseil des ministres du programme de travail gouvernemental pour le second semestre 1975. Pendant cette période, une série de délibérations ministérielles permettra d'étudier des sujets nouveaux, d'approfondir des thèmes déjà traités, enfin de rassurer et l'application effective de réformes déjà largement engagées.

Ce programme aura en particulier pour objet de compléter l'action réformatrice dans quatre domaines essentiels : la lutte contre les inégalités, la réforme de l'entreprise, la famille, la qualité et le cadre de la vie.

Le président de la République a précisé les modalités selon lesquelles le gouvernement devra conduire la préparation du grand examen de l'activité économique et de l'emploi prévu pour la fin du mois de juillet. Le ministre de l'Économie et des Finances et le ministre du Travail feront part de leurs conclusions au cours du conseil des ministres du 30 juillet. Avant cette date, le premier ministre procédera, dans un esprit de concertation avec les organisations générales et professionnelles, à l'examen objectif des données de la conjoncture. Enfin, un échange de vues avec nos partenaires européens aura lieu à l'occasion du Conseil européen de Bruxelles.



A L'U.D.R.

André Bord a nommé ses collaborateurs au secrétariat général

Bureau exécutif de l'U.D.R. ... mercredi 9 juillet pour ...

La majorité ». Le bureau a également évoqué la situation économique et les déclarations de M. Mitterrand à leur propos.

borateurs dont il a décidé de renvoyer, et qui remplacent les cinq secrétaires généraux adjoints que M. Chirac avait nommés.

Michel Caldaguès, ancien député, et Jean-Paul Mourrot, député de l'Indre. Les délégués régionaux de l'U.D.R. dans chaque région de programme ont été confirmés dans leurs fonctions, mais sept nominations nouvelles sont intervenues.

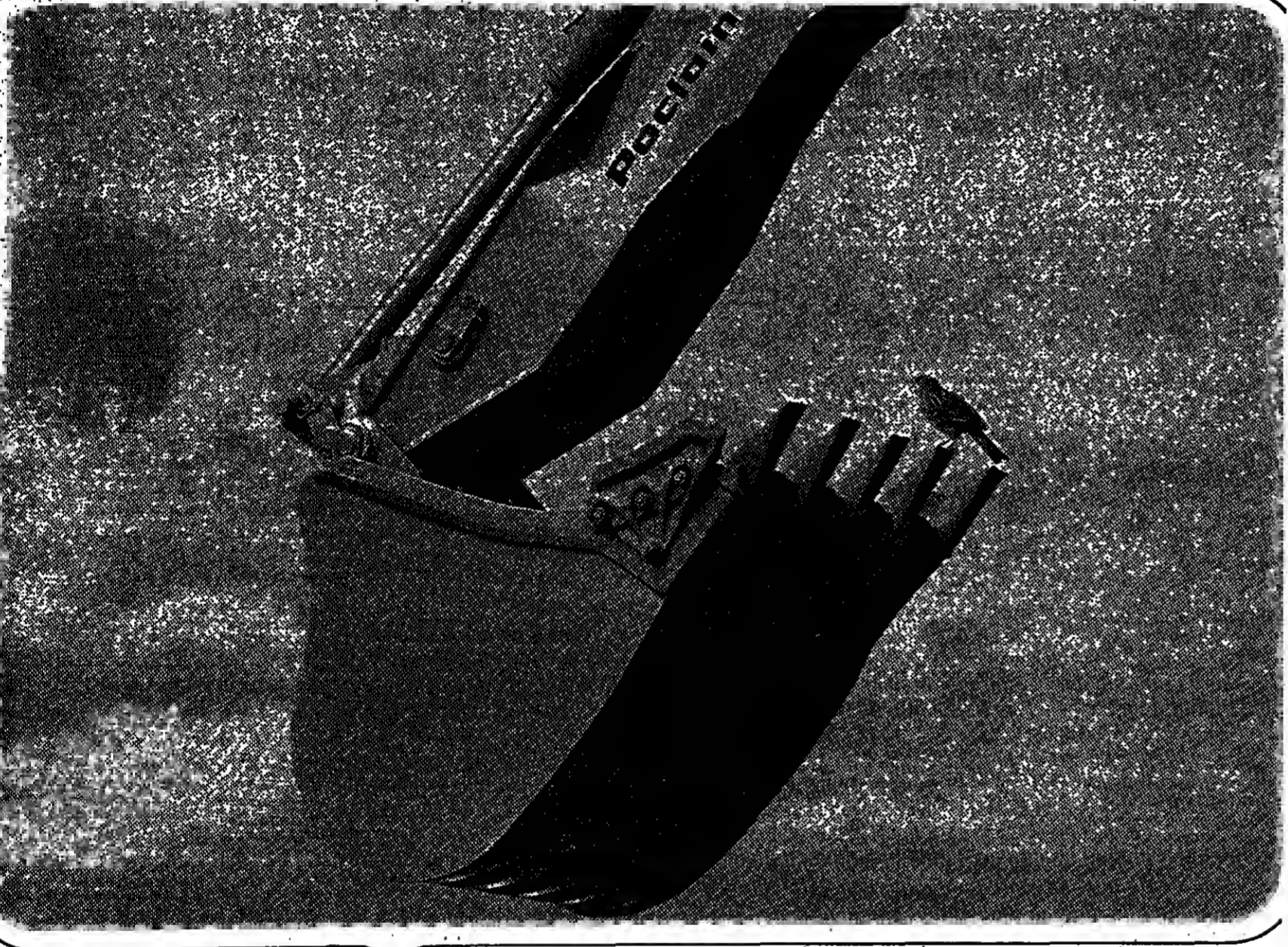
LES RELATIONS ENTRE LE P.C.F. ET LE P.S.

Les communistes expliquent pourquoi ils ont publié le rapport de M. Marchais

Au cours d'une conférence de presse, MM. Vienguet, membre du secrétariat du P.C.F., Harrier et Kamapa, membres du bureau politique, ont notamment expliqué mercredi 9 juillet les raisons qui ont poussé la direction du parti communiste à rendre public le rapport analysant le programme commun présenté le 29 juin 1972 devant le comité central par M. Georges Marchais (Le Monde du 9 juillet).

exposés par la suite, en particulier en octobre 1974, ce qui permet au P.C.F. de récuser toutes les appréciations tendant à démentir que la polémique engagée contre le parti socialiste l'a été « sur ordre de Moscou ».

MESURE CALCUL, notre compétence peut servir la vôtre.



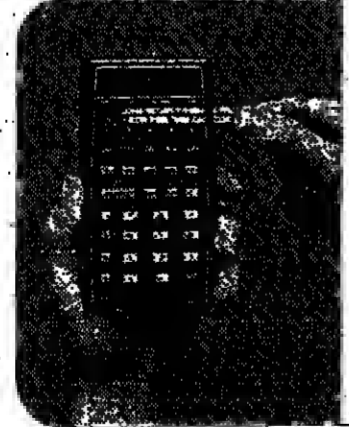
Une puissance parfaitement maîtrisée.

Les systèmes informatiques Hewlett-Packard contrôlent la solidité du matériel de chantier.

Une pelle hydraulique remue des millions de m3 de terre. Pour tester la résistance de ce matériel de chantier, la méthode classique consistait à l'éprouver jusqu'à la limite de ses possibilités.

L'industrie, de la médecine ou de l'éducation, les réalisations Hewlett-Packard rendent de précieux services.

Partout où survient un problème de mesure, d'analyse ou de contrôle de haute précision, Hewlett-Packard peut vous aider.



le 1er calculateur de poche programmable à cartes magnétiques. le HP-65, est aussi une réalisation de Hewlett-Packard, qui compte une gamme de plus de 3000 produits, et possède 26 usines réparties sur trois continents.

Pour obtenir notre brochure détaillée, écrivez à Hewlett-Packard France, Quartier de Courtabœuf, B.P. n° 70, 91401 Orsay.



172 points de vente dans 65 pays assurent le service après-vente

M. VIENGUET : il y a des solutions nationales à la crise.

Au cours d'une conférence de presse mercredi 9 juillet, au terme de la réunion des secrétaires généraux du P.C.F., M. André Vienguet, membre du secrétariat, a notamment déclaré :

« François Mitterrand parle de nos erreurs. Mais en septembre et en octobre 1974 nous refusons l'austérité alors qu'à ce moment-là les dirigeants du P.S. envisageaient d'aller au gouvernement avant qu'il ait des élections. Il faut que les Français s'aperçoivent que nous avons eu une attitude claire à cette époque que les problèmes ont pu se clarifier. »

« L'HUMANITÉ » : l'ambiguïté de Mitterrand.

L'Humanité du 10 juillet revient sur la conférence de presse de M. Mitterrand (Le Monde du 10 juillet) et notamment sur le passage dans lequel le premier secrétaire du P.S. expliquait que seul « un gouvernement disposant d'un consensus social » pourrait dominer la crise. Le quotidien communiste note :

« Ces propos ne vont pas sans provoquer certaines interrogations. Il semblerait, en effet, que, pour François Mitterrand, ce qui est en cause, ce n'est pas tant la politique de Giscard d'Estaing que la capacité du gouvernement actuel à obtenir un consensus social. Cela signifie-t-il que l'objectif d'un gouvernement « faisant ce qu'il faut » serait pour François Mitterrand d'être capable de faire accepter la politique de Giscard d'Estaing par les travailleurs ? »

BACHELIERS A et B vous pouvez entreprendre des études de médecine et de pharmacie. PCEM "O" Pharmacie "O" vous y préparent d'octobre à Juin. Cours par Prof. de Fac. Groupes de 15 étudiants. IPEC 46 Bd St Michel 933.81.23 033.45.87

JUSTICE

LES SUITES DE L'AFFAIRE « CARLOS »

Michel Moukharbal était inconnu des services français au moment de son arrestation

Près de deux semaines se sont écoulées depuis le triple meurtre de la rue Toullier « Carlos » cours toutjours. Nul ne paraît encore connaître sa véritable personnalité. Une impressionnante avalanche d'informations et d'interrogatoires émanant souvent de services prétendus secrets, a autorisé les constructions de l'esprit les plus hasardeuses. Le terroriste recherché par douze policiers est devenu omniprésent et omnipotent, une sorte de chef de toutes les énigmes irresolues des dernières années. Mais ce rideau de fumée n'a-t-il pas fait opportunément oublier les circonstances de la découverte du « réseau » de « Carlos » et certains éléments qui pourraient peut-être ramener cette affaire à de plus justes proportions ?

Pour la D.S.T., celle-ci commença le 23 juin lorsque l'information transmise par la sûreté libanaise lui apprenait qu'un certain Michel Moukharbal se trouve

à Paris pour prendre contact avec les milieux favorables aux Palestiniens et leur fournir un concours financier pour préparer des attentats. A ce moment, Moukharbal est déjà dans la capitale française depuis quarante-huit heures et il a eu le temps d'ouvrir un compte sur lequel il a versé une forte somme d'argent passée clandestinement par des services français. Son nom ne figure pas aux archives. L'affaire est confiée au groupe Terrorisme international, survivance de la fameuse Subac — brigade subversive-action — créée après 1968 par M. Raymond Marcellin pour lutter contre l'activisme gauchiste érigé en « complot international ». A côté d'un autre groupe qui traite des actions violentes purement intérieures (Basques, Bretons...), le groupe Terrorisme international traite des mouvements subversifs d'émancipation étrangère relevant sur le territoire national. Après les Croates et les Espagnols

des GARE, il a été amené récemment — la France cessant d'être un sanctuaire — à se pencher sur les Palestiniens. Moukharbal est arrêté. Personne n'a l'impression d'avoir mis la main sur un « gros bonnet » du terrorisme, ni sur un réseau particulièrement important. Mais, pour un service mal implanté dans le secteur du Moyen-Orient, l'occasion est belle de remonter une filière. Après quatre jours d'une enquête menée d'une manière systématique et minutieuse, il est parvenu à dénicher — la plupart des documents du Libanais ne seront examinés qu'après le 27 juin — et quelques heures plus tard, Moukharbal, kharbaty fâché, un point de chute à Parisien. Dans quelles circonstances ?

Le commissaire Héranz — à trois ans de la retraite, il n'est encore que « principal », — pense-t-il pouvoir aisément retrouver le contact français de Moukharbal ? Ce dernier a-t-il laissé entendre, par celui ou inconscience, qu'il avait été « Carlos » ? C'est ce qu'il faut savoir. L'opération ne fera l'objet d'aucune préparation. Deux des policiers y partiront même au sortir d'un « pot » au service — et ne doit consister qu'en une prise de contact. L'opération sera menée sans bruit, sans armes et sans protection.

Une certaine légèreté

Le déroulement du drame est mal connu. Les Sud-Américains présents le 27 juin dans l'appartement de la rue Toullier affirmeront aux enquêteurs avoir été surpris par la présence de Moukharbal. Ce dernier, après les préliminaires, a ce moment, les policiers croient-ils encore que Sanchez n'est qu'un pale comparse dont ils peuvent se passer. Moukharbal, lui, n'a rien de l'intermédiaire que comme un chef. Celui qui devait devenir dans les déclarations officielles l'âme du terrorisme international est si mal connu qu'on mettra plus d'une semaine à l'identifier formellement (encore le devra-t-on au Spirit Branch de Scotland Yard).

C'est donc après le drame de la rue Toullier qu'une affaire menée jusqu'à avec une certaine légèreté prend dans les divers services spécialisés qui s'intéressent à lui le considèrent plutôt comme un intermédiaire que comme un chef. Celui qui devait devenir dans les déclarations officielles l'âme du terrorisme international est si mal connu qu'on mettra plus d'une semaine à l'identifier formellement (encore le devra-t-on au Spirit Branch de Scotland Yard).

JAMES SARAZIN.

Trois diplomates cubains sont expulsés de France

Les trois diplomates cubains dont le gouvernement français vient d'obtenir le rappel pour avoir été en relation avec des amis de « Carlos », sont M. Raul Sainz Rodriguez, trente-deux ans, premier secrétaire de l'ambassade de Cuba, chargé des affaires culturelles, en poste à Paris depuis septembre 1972; M. Ernesto Herrera Reyes, trente-deux ans, deuxième secrétaire; et M. Pedro Zamora Larra, trente-trois ans, également employé des services culturels de l'ambassade.

Le porte-parole du ministère de l'Intérieur a précisé que M. Pedro Larra avait quitté Paris le 7 juillet de sa propre initiative. Selon l'enquête menée par la D.S.T., après la fusillade de la rue Toullier le 27 juin, les trois diplomates fréquentaient assidûment l'appartement où « Carlos » a tué les deux inspecteurs de la D.S.T. Il s'agissait, selon le ministère de l'Intérieur, d'officiers des services spéciaux cubains. On indique d'autre part que deux Vénézuéliens qui étaient en relations avec « Carlos », Mlle Duke Palomares et Mlle Albaladejo Salazar, sont en instance d'expulsion.

Elles étaient également en relations avec les trois diplomates expulsés. M. Pedro Larra aurait entretenu de fréquents contacts avec Mlle Nancy Sanchez, la locataire de l'appartement de la rue Toullier. Elle a, depuis, rejoint le Venezuela. Le ministre de l'Intérieur a précisé qu'une des personnes arrêtées à Londres, Mlle Maria de Romero, était une militante du parti communiste colombien et qu'elle était en rapports dans la capitale britannique avec le deuxième secrétaire de l'ambassade cubaine en Grande-Bretagne, M. Angel Dalmau.

Commentant les développements de l'enquête, M. André Mousselet, porte-parole du ministère de l'Intérieur, devait notamment déclarer : « L'affaire « Carlos », qui constituait jusqu'ici l'étape finale d'une démonstration d'une unité d'action entre groupes terroristes, s'enrichit d'éléments importants sur l'aide apportée au terrorisme international par certains Etats. L'isolement de l'affaire confirme, en effet, les liaisons étroites des réseaux terroristes avec certains services étrangers de renseignement. »

Des précédents

L'expulsion des trois diplomates cubains est apparemment la première décision de ce genre qui ait été prise ces dernières années en France à propos d'un affaire de terrorisme. Les autres diplomates priés de quitter le territoire français depuis dix ans l'ont été pour des affaires d'espionnage. Le dernier cas d'une demande de rappel par le gouvernement français fut celui de M. Bogdan Niewiatki, deuxième secrétaire de l'ambassade de Pologne à Paris, arrêté le 16 mai 1974, à Dijon, pour avoir tenté de « retourner » un policier de la D.S.T. au profit des services secrets polonais. Un autre diplomate polonais, M. Julian Sztybel, premier secrétaire d'ambassade avait été prié quelques jours plus tôt de regagner Varsovie, après avoir été interpellé pour avoir tenté de se procurer « un document intéressant la défense nationale ».

En juin 1973, ce fut le cas du lieutenant-colonel Evgueni Mironov, attaché militaire à l'ambassade soviétique à Paris. Il avait été interrogé par les policiers de la D.S.T. après avoir été pris le 29 mai en flagrant délit de vol au profit de l'Armée rouge du Bourget. Il avait dérobé des instruments sur les stands de deux sociétés d'équipements électroniques. Quelques jours plus tard l'attaché militaire devait être déclassé par le ministre et prié de quitter Paris.

Cette procédure avait été également employée en avril 1972, à l'encontre de M. Franciszek Korisko, troisième secrétaire de l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris, arrêté sur les Champs-Élysées par des inspecteurs de la D.S.T. au moment où il se faisait remettre par un inconnu des documents confidentiels intéressants les travaux d'une société française d'électronique. En 1965, après la découverte d'un réseau d'espionnage autour du projet de construction de l'Avion Concorde, M. Sergueï Pavlov, représentant à Paris de la compagnie aérienne soviétique Aeroflot, avait été expulsé. Il possédait le statut diplomatique. Depuis cette date, le colonel Rylov, attaché de l'ambassade soviétique, et, en février 1972, M. Krokina, conseiller à la même ambassade, ainsi que deux de ses collaborateurs ont fait l'objet d'une demande de rappel. Ils étaient soupçonnés par la D.S.T. d'appartenir aux services secrets soviétiques.

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES SIMMONS présente toutes ses literies chez CAPÉLOU DISTRIBUTEUR EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI Seule adresse de vente : 37, av. de la République PARIS XI^e - Tél. 357.48.35 + Métro PARMENTIER LIVRAISON GRATUITE DANS LA JOURNÉE

CHAUVES Pendant vos vacances ? Vous qui portez un top, portez, portez, portez... L'Affaire Portal de Mythifiée. — S'agit-il vraiment d'une nouvelle « Affaire Dreyfus » ? Pour le savoir, lisez le récit d'un témoin (journaliste). GUY Chassagnard. — L'Affaire Portal de Mythifiée. — En librairie ou (par poste), SEGNAI, à Belmont, 82280 Monclar, 176 p., 18 F.

SC.P.O. Préparation d'été, sur place ou par correspondance. • Examen d'entrée 1^{er} année • Examen d'entrée 2^e année • Seconde session - Fin d'AP LEPEL group. (SIRA) de Préparations 57, r. de la République, 92-Neully 722-94-94

L'évasion de Jean-Charles Willoquet suscite une polémique entre certains policiers et la Chancellerie

Jean-Charles Willoquet et sa femme Martha demeurent introuvables après leur évasion du palais de justice de Paris, mardi 8 juillet. Les opérations de police se sont multipliées en vain. Les policiers ont d'abord perquisitionné l'appartement où Martha Willoquet habitait depuis sa mise en liberté au mois de mai dernier. Ils ont également examiné tous les dossiers des affaires dans lesquelles le couple était impliqué pour découvrir les « planques » qu'il aurait pu éventuellement utiliser. Mais il semble, bien que Willoquet ait soigneusement préparé et organisé sa « cavale » et choisi une retraite sûre.

Les circonstances de cette évasion continuent de susciter divers commentaires et réactions souvent significatives du conflit latent qui existe entre la police et le monde judiciaire. Les policiers ne dissimulent pas leur irritation, voire leur colère, devant les « facilités » qui sont, selon eux, offertes aux malfaiteurs pour s'évader. Ils critiquent notamment la dérogation, ordonnée par le code pénal, entre les diverses affaires concernant un seul délinquant.

Cette procédure imposée nécessite en effet le transfert du détenu de la prison ou tribunal chargé de le juger et rend de ce fait sa surveillance plus difficile. Les policiers considèrent encore que les magistrats sont trop souvent mal informés de la personnalité réelle des détenus qui leur sont assignés et sous-estiment ainsi les risques encourus. Les déclarations d'un magistrat, M. Lombard, après l'évasion de Willoquet — « Je croyais qu'il s'agissait d'un simple voleur de voiture » aurait-il affirmé, — ont sans nul doute été mal accueillies par les hommes de la brigade criminelle.

Ces propos prêtés à M. Lombard ont provoqué un communiqué du ministère de la justice selon lequel « la

personnalité de Willoquet était parfaitement connue des autorités judiciaires et de police, et toutes les communications, considérées comme particulièrement dangereuses, avaient été signalées comme tel aux services judiciaires et de la police, et toutes les mesures de sécurité et de précaution prévues en pareil cas avaient été prises pour sa comparution devant le tribunal. Les déclarations de M. Lombard, selon lesquelles le tribunal devrait lequel comparaitrait le délinquant s'agissant d'un simple voleur de voitures, sont inexactes et n'ont pas été tenues », conclut le ministère de la justice.

De leur côté, les organisations professionnelles des magistrats et des fonctionnaires des cours et tribunaux ont rendu hommage au courage de deux victimes « les deux gardes

blessés par Willoquet) et au « sans doute des magistrats pris en otages. Ces organisations — Syndicat des magistrats, Union syndicale de magistrats, syndicats autonomes C.G.T. et C.F.D.T. des fonctionnaires des cours et tribunaux — demandent des mesures et des moyens de protection appropriés pour protéger les magistrats sans pour autant remettre en cause les grands principes du droit pénal français et notamment la publicité des audiences, le libre exercice des droits de la défense. Mais en mettant en garde l'opinion publique contre l'utilisation de quelques heures supplémentaires pour assurer un renforcement systématique et abusif de la répression, au détriment des libertés publiques ».

Un médecin dracenois est condamné pour fraude fiscale

Draguignan. — Dans un jugement rendu le mercredi 9 juillet, le tribunal correctionnel de Draguignan, présidé par M. Beauvillain de Montreuil, a condamné à quinze mois d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F. d'amende pour fraude fiscale et absence de comptabilité (articles 1741 et 1743 du code général des impôts) un médecin de Draguignan, le docteur Angelin German, soixante ans, ancien conseiller général et ancien député U.N.R. du Var, maire actuel de la commune de Piayous, près de Draguignan. Propriétaire et directeur depuis 1946 à Draguignan d'une clinique, la Villa Médicis, qui comprend aujourd'hui quarante-six lits d'hospitalisation et de chirurgie, le docteur German avait bénéficié du régime du forfait jusqu'en 1969. A cette date, ses revenus dépassaient légèrement le plafond de 500 000 F. Il se trouva

dans l'obligation de soumettre une déclaration de liquidation. Mais, pour éviter de payer les impôts prévus par le code des impôts et d'établir des relevés mensuels de chiffre d'affaires, le docteur German avait fait établir deux mises en compta pour l'année 1969, en deux fois, par l'administration fiscale. Or il constatait, lors de la vérification de la clinique, que les déclarations de la clinique étaient fausses et qu'il dut s'en tenir aux déclarations établies par le régime de police de l'établissement comportant les noms, adresses, dates de séjour des malades pour effectuer une évaluation d'office des revenus imposables du médecin justifiant un redressement pour les années 1969-1970, de 370 000 F.

Dans ses attendus, le tribunal a notamment souligné qu'il n'est pas nécessaire que le fait de fraude soit établi, qu'il y ait eu de la part du contribuable des manœuvres frauduleuses dans l'intention de tromper l'administration fiscale, mais qu'il suffit d'acquiescement, accordé par le contribuable, exprimé par le psychologue et moraliste de l'infraction, mais n'impliquant pas l'existence d'un manquement à l'obligation de soumettre une déclaration.

Le docteur German, qui a été condamné à l'expiration de son mandat, a fait appel de ce jugement. A défaut de pourvoi en cassation, le tribunal de Draguignan a fait appel de son jugement devant le tribunal administratif de Nice par violation du secret médical, contredit également le montant du redressement qui lui a été appliqué selon des bases de calcul d'estime erronées (1).

Personnellement très connu dans la région pour son excellente réputation médicale en tant que neurologue à Draguignan, le docteur German, ancien résistant, a conseillé général du canton de Draguignan de 1951 à 1957 et député U.N.R. de la première circonscription du Var, de juin à octobre 1962, en remplacement de M. Cudrier, décédé. Dont il était suppléant. Cette condamnation, elle devait être maintenue en appel, le frappait d'incapacité de le contraindre à se démettre son mandat de maire de Piayous (article L.52 du code électoral — G. F.

(1) Selon les évaluations du tribunal administratif de Nice, le docteur German aurait minuscule de son revenu de 1969 et 1970 de 50 % en 1969 et de 10 % en 1970. Mais des demandeurs jusqu'à la fin de la procédure judiciaire administrative, des chiffres assez supérieurs à ceux de ses déclarations initiales.

UNE SOCIÉTÉ DE GARDIENNAGE CONTRE FOTOLIB

Les photos de vigiles avec chiens sont placées sous séquestre

M. Bedu, vice-président du tribunal de Paris, a prononcé le 9 juillet, dans l'instance en référé engagée par l'Agence centrale de services (A.C.S.S.), société de gardiennage, contre l'agence photographique Fotolib au sujet de l'utilisation faite dans la presse de clichés pris au cours d'un reportage (Le Monde du 9 juillet). Alors que ces clichés représentaient des vigiles de l'A.C.S.S. au cours de séances d'entraînement au tir ou tenant en laisse des chiens de garde à la Foire de Paris pendant les horaires de fermeture des portes, ils ont été publiés dans certains journaux avant le procès. L'agence Fotolib, qui s'agissait de la surveillance d'usines en grève. Ce que voyant, l'A.C.S.S. interdit par écrit, le 11 juillet, toute utilisation des photographies qui avaient été prises en avril et mai avec son accord verbal.

Le magistrat ordonne la mise sous séquestre des négatifs et des tirages qui devront être remis à M. Lincé, instructeur. Une lettre de Fotolib A propos de cette affaire, nous avons reçu de l'agence Fotolib la lettre suivante : « L'agence de presse Fotolib a réalisé, en mai 1975, un reportage photographique sur l'A.C.S.S. (Agence centrale de services). Ce reportage a été effectué en plein accord avec la direction de l'A.C.S.S. Nous pouvons en justifier par la correspondance échangée. La seule condition mise par la direction de l'A.C.S.S. à l'exécution de ce reportage était de recevoir un tirage de toutes les photographies susceptibles de l'intéresser (ce qui a été exécuté).

Une lettre de Fotolib

Le titre et le contenu de l'article du Monde du 9 juillet peuvent laisser penser que la campagne de presse et d'affiches d'un grand parti est illustrée par des photos de Fotolib. Nous précisons : 1) qu'il n'est pas l'auteur de ces photos ; 2) qu'une partie de la presse a utilisé ce reportage avec des légendes qui n'étaient pas les siennes, mais qu'en aucune façon le reportage n'a été diffusé avec d'autres légendes que : l'A.C.S.S. à l'entraînement, et l'A.C.S.S. à la Foire de Paris.

D'autre part, le journal Le Monde n'a rendu compte que d'une seule version du procès, celle de l'A.C.S.S. L'agence de l'A.C.S.S. est de détruire les négatifs de ce reportage. Nous considérons qu'il s'agit là d'une atteinte à notre activité professionnelle et à la liberté de l'information.

Discordes autour du « temple de l'Amitié »

LA COUR D'APPEL ORDONNE LA COMPARUTION DE M. DEBRÉ ET DE SES ADVERSAIRES

La première chambre de la cour de Paris n'a pas statué le 9 juillet sur l'appel introduit par M. Georges Pillement contre l'ordonnance de référé qui avait décidé, le 11 juin 1974, la suppression d'un passage de son livre Paris possible mettant en cause M. Michel Debré. Elle a ordonné, pour l'audience du 24 septembre, la comparution personnelle des parties : M. Pillement et Jean-Jacques Faure, son éditeur et représentant de l'« comité de défense Pillement » et M. Debré.

L'ancien premier ministre avait acquis en 1968 deux appartements dans un immeuble ancien, 20, rue Jacob. Il trouva dans l'un de ces appartements le « temple de l'Amitié », petit local situé au fond d'une cour qui abritait au dix-huitième siècle une loge maçonnique et dans lequel miss Nathalie Cliford Barnay a tenu, au début de ce siècle, un salon littéraire.

La catastrophe de Noiretable

LA COMPAGNIE AIR INTER VOISERA UNE PROVISIO AUX FAMILLES DES SOIXANTE VICTIMES

Clermont-Ferrand. — Le tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand a rendu mercredi 9 juillet son jugement concernant l'action en réparation des dommages subis, intentée contre la compagnie Air Inter par les familles des victimes de la catastrophe aérienne survenue le 27 octobre 1972 à Noiretable (Loire) et qui avait causé la mort de soixante personnes, dont les cinq membres de l'équipage (Le Monde daté 29-30 octobre 1972). A la suite du procès qui s'était déroulé le 18 juin, le jugement avait été mis en délibéré. Le tribunal a notamment déclaré irrecevable la prétention de la compagnie Air Inter à réclamer le bénéfice de l'article 20 de la convention de Varsovie, qui prévoit l'exonération de responsabilité pour le cas où le transporteur prouve que lui ou ses préposés ont pris toutes les mesures nécessaires pour éviter le dommage qu'il lui était impossible de prévenir.

Les représentants des familles des victimes avaient invoqué la « faute inexcusable » commise par l'équipage, qui, selon eux, aurait négligé d'effectuer tous les reconnaissances de position nécessaires. Elles en tiraient argument pour réclamer l'application de l'article 25 de la convention de

Varsovie qui, en un tel cas, prévoit la réparation intégrale du préjudice subi et non l'attribution d'une indemnisation forfaitaire de l'ordre de 52 200 francs. Faisant droit à la demande formulée par Air Inter, le tribunal a surmis à statuer comme suit l'appréciation des prétentions des demandeurs jusqu'à ce que l'information pénale actuellement en cours soit clôturée. Par ailleurs, le tribunal a condamné Air Inter à verser, dès à présent, à titre de provision en réparation de leur préjudice moral, 20 000 F. chaque conjoint et 5 000 F. chaque enfant des victimes. (Corresp.)

Le procès de M. Jean Charbonnel contre l'U.D.R. — Le premier chambre civile du tribunal de Paris s'est prononcée ce 9 juillet en autorisant le requérant à faire constater par M. Delaive-Hullier, qui les cotations de six cents vingt-quatre adhérents de la circonscription d'Ussel ont été comptabilisées entre le 4 et le 23 décembre, dans les livres tenus au Centre national de l'U.D.R. à Paris. L'U.D.R. s'était offerte à se prêter à cette mesure d'investigation. M. Charbonnel, ou le suit, conteste la validité de ces adhésions.

سكوان النحل

Apollo-Soyouz. Voici comment l'opération est réglée.



15 juillet - 13 h 20. Lancement depuis le cosmodrome de Baïkonour du Soyouz (67 t) que Alexei Leonov et Vladimir Komarov vont piloter, afin de constituer le véhicule soviétique à 227 km de la Terre, sur une orbite circulaire où sa révolution s'effectue en 89,04 mn. Au bras des deux cosmonautes, un chronographe Omega Speedmaster Professional.



15 juillet - 20 h 50. Occupé par Thomas Stafford, Vance Brand, Donald Slayton, le véhicule Apollo (14,8 t) part de Cap Kennedy, à 5.000 km derrière le Soyouz avec lequel une liaison radio sera établie avant que les Américains n'aperçoivent ses phares bleus, puis ses feux de position. Au bras des trois astronautes, un chronographe Omega Speedmaster Professional.



17 juillet - 17 h 15. Après un ensemble de manœuvres synchronisées exécutées à des instants déterminés, la jonction entre Apollo et Soyouz a lieu entre Alsfeld et Esfritz, au-dessus de la frontière séparant les deux Allemagnes; 16 cliquets et 18 verrous font des deux véhicules un engin unique dont Stafford prend le commandement.



17 juillet - 20 h 32. Ayant emprunté le sas de jonction (un cylindre long de 8,15 m à l'intérieur duquel la pression a été élevée de 258 à 518 mm de mercure), Stafford et Slayton pénètrent dans le compartiment orbital du Soyouz pour y séjourner trois heures aux côtés des Russes.



18 juillet - 9 h 58. Début d'une grande journée de travail commune: les équipages vont notamment utiliser un four métallique (capable de traiter 1150 °C) pour produire, en apesantiment, des cristaux à usage électronique impossibles à obtenir sur la Terre.



19 juillet - 13 h 02. Détachement du véhicule Apollo. Il s'éloigne en direction du Soleil à l'étude duquel, depuis le Soyouz, les cosmonautes vont pouvoir procéder, comme sur la Terre en profitant d'une éclipse pour observer la couronne solaire.



19 juillet - 13 h 40. De nuit, c'est sous la lumière d'un projecteur que le Soyouz va réaliser une seconde jonction afin que sa pièce d'amarrage soit testée en service actif (anneau avancé). Les cosmonautes contrôlent la manœuvre grâce à une caméra de télévision extérieure.



19 juillet - 16 h 01. Nouvelle séparation: Apollo va voler cinq heures à 150 m à côté et à 1.000 m au-dessus du Soyouz pour étudier, grâce à un pinceau ultraviolet qui réfléchira le véhicule soviétique, les traces d'atmosphère présentes entre les deux vaisseaux.



21 juillet - 11 h 50. Attention: près de Karaganda, de la cabine Soyouz rapportant des enregistrements d'expériences et les échantillons biologiques (notamment des champignons à spores) qu'elle a fait voyager aux côtés des cosmonautes. Au cadran de leur Omega, il sera exactement 11 h 50.



24 juillet - 22 h 19. La cabine Apollo survole à 555 km de Honolulu après exécution d'expériences complémentaires qui ont notamment permis d'étudier les galaxies, d'observer des phénomènes météorologiques, et d'effectuer des expériences médicales. Au cadran de l'Omega des astronautes, il sera exactement 22 h 19.

Jours et heures donnés à titre indicatif.



L'Omega Speedmaster Professional*, après 51 missions spatiales effectuées pour la NASA, va être le chronographe individuel de chaque membre des équipages américain et soviétique, lors de la rencontre historique Apollo - Soyouz dans l'espace.

Pour Omega, c'est coopérer à une grande première spatiale qui exige la synchronisation la plus précise pour réunir, faire vivre et travailler 5 astronautes et cosmonautes. C'est aussi se trouver au bras de chacun d'entre eux au moment de poignées de mains que le monde n'oubliera pas.

Ω
OMEGA
Une fiabilité testée dans l'espace.

* L'Omega Speedmaster Professional des astronautes et des cosmonautes chez les horlogers - spécialistes Omega : 1.490 F prix maximum conseillé.

CARNET

Noissances

— Tony et Françoise Dreyfus, Pauline, Louis et Julien, sont heureux d'annoncer la naissance de **Kléber**, né le 15 juin 1973.

— Viviane et Robert Spitzschino, ainsi qu'Élisabeth, ont la joie d'annoncer la naissance de **Nadia**, le 2 juillet 1973, 37, rue Vergniaud, 75013 Paris.

Fiançailles

— Le professeur et Mme André Meyer sont heureux de faire part des fiançailles de leur fils **Jean-Claude**, avec **Mlle Anne-Marie de Ganay**.

— Mme Jean-Paul Nihart, née Germaine Emery, M. et Mme Jean-Marie Kalkbush, sont heureux de faire part des fiançailles de **Isabelle** et **Guy**, 5, boulevard Flaminio, 75115 Paris.

— Le marquis et la marquise de Ganay sont heureux de faire part des fiançailles de leur fille **Marie-Cécile**, avec **M. Jean-Claude Meyer**.

— M. et Mme Jacques Laurent-Mazouille sont heureux d'annoncer les fiançailles de **Laetitia**, avec **Anthony Rowley**, fils de M. et Mme Jean-Charles Rowley.

Décès

— **HENRI CLOSON**
Les familles Closon et Rosand ont la douleur de faire part du décès de **M. Henri-Jean CLOSON**, survenu à son domicile à Paris, dans sa quatre-vingt-huitième année. Les obsèques seront célébrées en l'église Notre-Dame-de-la-Chapelle, le samedi 12 juillet, à 14 heures.

(Né à Liège en 1888, Henri Closon travailla à l'Académie de Dijon avant de s'installer à Paris, au lendemain de la guerre 1914-1918. Il y rencontra Monet, se lia d'amitié avec Mondrian et le sculpteur Beaudouin. Tous les deux avaient entrepris des recherches sur la réverbération des couleurs dans l'eau en mouvement, et tout naturellement il est passé à l'abstraction, pratiquant une peinture lumineuse et particulièrement vibrante. Au début des années 30, Closon fait partie du groupe Abstraction-Création fondé par Auguste Herbin et Georges Vantongerloo, et après la deuxième guerre mondiale, il expose régulièrement au Salon des réalités nouvelles. Une rétrospective de ses œuvres a eu lieu à Grenoble en 1961, et le musée de Nantes lui a rendu hommage en 1962.)

Le général PAUL OLLION

Nous apprenons le décès, le mardi 8 juillet, du général **Paul OLLION** (cadre de réserve) dont les obsèques seront célébrées le vendredi 12 juillet, à 15 heures, en l'église de Saint-Jeorges-François (Savoie).

(Né le 1^{er} juillet 1911 à Chambéry (Savoie), le général de corps d'armée (G.C.A.) Paul Ollion est issu de Saint-Omer dans l'infanterie. Il est, pendant la seconde guerre mondiale, dans les chasseurs alpins avant d'être placé en congé d'armistice en mars 1943. Commandant le 10^e bataillon parachutiste de chasseurs à pied en 1944, il sert ensuite dans divers postes, notamment en République fédérale d'Allemagne et en Algérie, au 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes en 1952. Il est, en 1961, conseiller de la commission de la défense à l'Assemblée nationale et en 1962, avec le grade de général de brigade, il commande la 1^{re} division d'infanterie en Algérie.

Il est adjoint au général directeur de l'Institut hautes études de la défense nationale et, en 1965, adjoint au général commandant la VIII^e région militaire à Marseille. En 1967, il est inspecteur des armées de réserve de l'armée de terre. Elevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, en juillet 1970, et placé en dernière section (réserve), en 1971.

— Grenoble - Lyon - Paris.
Il a le plus au Seigneur de rappeler à Lui son serviteur.

— **M. Jean BAROUILLE**, enlevé à notre affection le 5 juillet, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, dans des circonstances de l'Église. De la part de **Mme Jean Barouiller**, M. et Mme Henri Tajay et leurs enfants, M. et Mme Jacques Matringe et leurs enfants, M. et Mme Jean-Paul Barouiller et leurs enfants, M. et Mme Geneviève Barouiller. La cérémonie religieuse a eu lieu le 7 juillet.

— On nous prie d'annoncer le décès de **M. André BARRÈRE**, peintre et écrivain d'art, survenu le 7 juillet 1973, à l'âge de cinquante-neuf ans, au Kremlin-Bicêtre (94).

Le levé du corps aura lieu le samedi 11 juillet 1973, à 9 h. 15, à l'amphithéâtre de l'hôpital du Kremlin-Bicêtre.

L'inhumation aura lieu au cimetière de la Chartrouse, à Bondoufle (93), le même jour vers 17 h. 15.

De la part de **Mme André Barrère**, son épouse, **Jean-Louis et Marie-Agnès Barrère**, ses enfants, Mme Yvonne Louis Barrère, sa mère, M. et Mme Pierre Barrère et leurs enfants, ses frères, belle-sœur et petits-enfants.

Les familles Lidia, Guyon, Mandouze.

Une messe sera célébrée en l'église Notre-Dame-d'Autouil, le vendredi 10 juillet 1973, à 10 h. 30, 11 bis, rue d'Autouil, 75115 Paris.

Mme Lestré, née Madeline

Ses enfants, petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de **Mme LESTRÉ**, ancien militant syndicaliste, ancien cadre de l'U.F.T.M., ancien président du comité départemental d'Hydrogène, au titre de la C.G.T. clandestine, ancien député de la Sarthe aux deux assemblées constituantes, médaillé de la Résistance, médaillé du combattant volontaire de la Résistance avec croix du combattant, officier d'Académie, chevalier du Mérite social, médaillé de vermeil du travail, décédé le 8 juillet 1973 en son domicile, 20, rue Sainte-Hélène.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité le 8 juillet 1973 dans le caveau familial au cimetière de Sainte-Croix de Mans.

(Né le 14 novembre 1904 à Mans (Sarthe), Henri Lestré avait séjourné au groupe turinois été les 21 octobre 1945 et 2 juin 1946.)

— Mme Jean Fignier et ses enfants **Catherine, Christiane, Yves, Nathalie et Bénédicte**, les familles Fignier, Bontruche, Fradet, Guinot et Fradet ont fait part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne du **docteur Jean FIGNIER**, médecin-pédiatre du centre hospitalier de Saint-Nazaire, président de la Société de protection de l'enfance, décédé subitement le 30 juin 1973, dans sa cinquante-cinquième année. Les obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Anne, le 7 juillet 1973, dans la plus stricte intimité. Cet avis tient lieu de faire-part. 301, boulevard Ledermann, 44000 Saint-Nazaire.

— **Fatih Bensalem et Ahmed Doum, Abderrahmane Gherraf, Farah Lounech, Mohamed Mechari, Ahmed Taleb Tabrahim**, anciens membres de la Fédération algérienne du P.F.L.N., très peinés par le décès de **Jean-Jacques ROSSET**, qui fut leur compagnon à la prison de la Santé, exprimant à sa famille, et notamment à sa mère, leurs condoléances attristées.

Merciements

— **M. Roland et Francis Renaud**, M. et Mme André Renaud et leur fille, M. et Mme Yves Martin et leur fils, profondément touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors de la mort tragique de leur fils **Jean-François**, vous prient de trouver l'expression de leurs sincères remerciements.

MÉDECINE

L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'AVORTEMENT

LE TRIBUNAL DE ROUEN RELAXE LE PROFESSEUR DUVA poursuivi pour non-assistance à personne en danger

Le professeur Duval, poursuivi pour non-assistance à personne en danger par une cliente qu'il avait refusé de faire avorter, a été relaxé mercredi 9 juillet par le tribunal correctionnel de Rouen devant lequel il avait comparu le 11 juin dernier (*Le Monde* du 13 juin). La cliente, Mme Capron accusait le chef du service gynécologique de l'Hôtel-Dieu de Rouen de « s'être mis volontairement dans l'impossibilité d'apprécier la gravité de son état ».

Le 18 mars dernier, la plaignante s'était présentée, accompagnée par plusieurs personnes, à la consultation du professeur. Rendez-vous fut pris pour le 25

du mois et l'intervention prévue pour le 2 avril. A cette date Mme Capron se vit signifier qu'un cas n'était pas retenu.

Tout en invoquant la « peur de conscience » le praticien a déclaré qu'il n'a pas l'habitude de recevoir des clientes précédées de fronts et accompagnées d'une dédation, et enfin, que les installations de l'Hôtel-Dieu ne possèdent pas d'échographie et qu'il ne peut pas effectuer cette nouvelle situation.

Le tribunal précise dans le attendu que le professeur Duval a considéré Mme Capron comme une consultante mais comme une manifestante dont le comportement n'avait entraîné ni l'urgence d'une intervention immédiate. Il souligne que la loi du 17 janvier 1975 (qui a consacré à la femme placée en état de grossesse la droit à l'intervention volontaire de grossesse) n'a prévu aucune sanction pénale « cas de non-assistance ou de manquement individuel à l'une des dispositions ».

SCIENCES

COMMENCÉE IL Y A PLUS DE SIX SEMAINES

La mission Saliout-4 pourrait se prolonger pendant le vol conjoint américano-soviétique

Depuis le 24 mai dernier, deux cosmonautes soviétiques, Piotr Klimov et Vitali Sevastianov ont accompli plus de trois mille révolutions autour de la Terre. A bord de la station Saliout-4, ils se livrent à de nombreuses expériences. La dernière est d'ordre criminaire : Sevastianov a fait le 7 juillet son quarantième anniversaire. En guise de gâteau, il a mangé des olignons de l'espace, qui ont poussé à bord de Saliout-4 depuis le début de la mission. L'Agence Tass annonce régulièrement que les deux hommes sont en bonne santé, que l'appareillage scientifique fonctionne normalement, et que le vol se poursuit.

Il se poursuivra sans doute plus d'une dizaine de jours encore. Le cosmonaute soviétique Leonov, qui pilotera le vaisseau Soyuz du prochain vol conjoint américano-soviétique, a récemment indiqué qu'il serait en communication avec Saliout pendant sa mission. Klimov et Sevastianov pourraient donc être les témoins de ce vol conjoint prévu le 17 juillet, d'une cabine Apollo occupée par Thomas Stafford, Donald Slayton et Vance Brand, sur le Soyuz de Alexei Leonov et Valery Koubassov. Mais sans changement d'orbite, la station Saliout ne s'approchera pas à moins d'une centaine de kilomètres de l'ensemble Soyuz-Apollo. L'orbite de Saliout est pratiquement circulaire, sa distance au sol varie entre 343 et 356 kilomètres. Et le rendez-vous spatial est prévu à une altitude de 225 kilomètres seulement.

Combien de temps va encore durer la mission de Klimov et de Sevastianov ? Nul ne peut actuellement le dire. Quand elle débuta, les autorités soviétiques précisèrent que cette mission avait peu de rapport avec le vol conjoint. Cela laissait prévoir une durée assez courte. Or les deux cosmonautes ont déjà largement battu le record soviétique de présence dans l'espace. Les Soviétiques veulent-ils battre le record absolu de quatre-vingt-quatre jours établi par Carr et ses coéquipiers en février 1974 ? M. A.

Deux réactions

● La relaxe du professeur Duval, pour l'application de la loi sur les avortements, est un événement remarquable à la fois.

Les quelques cent cinquante militants présents dans la salle du tribunal lors de la lecture du jugement — qu'ils ont applaudis et ont manifesté en cortège l'hôtel de ville où une délégation a été reçue par un collaborateur du maire de Rouen, M. Jean Lecœur. Les représentants de « La vie en libre » ont réclamé un motion demandant « l'abrogation de la loi Veil ».

● Le Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception de Rouen (M.L.A.C.) est digne du jugement et demande qu'il soit pensé « dans le cadre de la violation ne constitue pas un cosmonaute ont déjà largement battu le record soviétique de présence dans l'espace. Les Soviétiques veulent-ils battre le record absolu de quatre-vingt-quatre jours établi par Carr et ses coéquipiers en février 1974 ? M. A.

FEUILLETON

le beau Solignac

Paris. Été 1898. Emprisonné à la Conciergerie, le commandant Rivière, qui fait partie d'un complot contre l'Empire, résiste à la tentation de livrer ou même de laisser confier à la jeune amante de sa femme.

LE FRINGANT COLONEL

CLAUDE RIVIÈRE pensait encore avec un sentiment profond de calme et de satisfaction, que la veille de cette nuit où il avait été arrêté et conduit à la Conciergerie de police, il venait de remettre à celui des Philadelphes qui portait dans l'association, le nom de Varus l'état des fonds destinés à faire vivre et prospérer cette sorte de franc-maçonnerie militaire.

Le commandant avait encore cinq ou six heures devant lui avant la descente de police, une somme de 300 000 F en valeurs diverses, traites, billets à ordre ou billets de banque de ces hasards, qui sont le salut, avait voulu que le colonel Thévenot — celui qu'on appelait Varus — s'étant présenté chez Claude Rivière, le commandant lui rapportait qu'Oudet avait donné ordre de faire passer à Bordeaux, et de ne plus laisser à Paris, l'argent de l'association, et lui remit, en bloc, les traites et les billets.

« Dieu merci ! se disait Rivière, les cotisations de nos frères d'armes n'auront pas servi à payer le zèle des agents de M. le duc d'Orléans ! »

Cette pensée apportait du moins, un adoucissement à la douleur qui se révélait en lui, toujours plus insaisissable, dès que sa pensée se reportait sur Thérèse. Il avait beau lutter contre lui-même, essayer de se vaincre et, d'une secousse énergique, de chasser cette ornière image, chaque jour plus lancinante, comme une morsure qui se fit envier, n'importe : ses pensées s'élevaient qu'un but, comme ses lèvres, aux heures d'insomnie, n'avaient qu'un nom.

Joseph Fouché savait fort bien que la solitude où il laissait le commandant Rivière était la plus épouvantable des épreuves.

Au bout de quelques jours, le ministre donna ordre de ramener Claude Rivière devant lui.

— Avez-vous pris un parti, commandant ? lui dit-il.

— Quel parti voulez-vous que je prenne ? Rivière, après un silence, celui-là du moins est heureux. Il est tombé pour la patrie, et, ajouta-t-il un moment après, mourir pour la liberté est encore une belle mort !

— Allons dit Fouché, c'est dommage ! On n'obtiendra rien de vous !

— Bien monsieur le ministre, Claude Rivière résistait intrépidement à des tentations horribles ; et sans que Fouché eût besoin d'appuyer beaucoup sur la plaie, son imagination lui montrait l'irritante vision d'Agostino et de Thérèse blottis dans quelque coin de Paris, et savourant leur bonheur caché, furieux, occupé, immense. Il les voyait, tandis que le duc d'Orléans parlait ; il les revêtait de leur robe de chambre, dans sa chambre, devant sa table et devant ses barreaux. Alors cet homme, qui s'était imposé de demeurer calme, résolu et comme impassible devant Fouché, sentit le désespoir ployer sa volonté et le torde lui-même jusqu'à lui arracher des cris de douleur et des serments. Il écrivait une amère lettre à sa Thérèse et à sa maudite.

« Ça va, petit, prends-en garde jusqu'à ce que je sois en prison, par cette souffrance morale, le fier commandant Rivière, lorsqu'on lui laissait prendre quelques bouffées d'air dans la prison, ressemblait à un convalescent qui se traîne au jardin pour revivre. »

Un jour qu'il était ainsi seul, assis sur un banc, les bras las et tombant sur le bord, et le front baissé, il sentit avec étonnement une main effleurer sa main droite et y gliser un mince morceau de papier roulé en boule.

Machinalement, le commandant leva les yeux.

Un des surveillants de la prison s'éloignait en sifflant, et en ayant fait fort occupé à pousser devant lui un bout de pied, de petite taille.

— Que me veut ce homme ? pensa Rivière.

Il déplaça le papier serré et pétri évidemment entre des doigts rouillés, et sa grande

NUMERO 4



taille souple, grand et bien fait, avec un de ces airs souriants qui semblent attirer la fortune, Henri de Solignac était un de ces officiers de fortune qui séduisent la Renommée et dont chaque combat semble un baiser enlevé à la Gloire.

David se pencha dans son tablier du Sacre, de ces beaux garçons aux torses puissants et aux cuisses d'athlètes, étincelants dans leurs uniformes dorés sur toutes les coutures.

Solignac commandait le 1^{er} hussards, le fameux *Berchem*, célèbre dans toute l'armée, et dont les cavaliers s'avaient fait un nom. Il avait depuis les intrépides Hongrois qui, sous le premier mestre de camp, en 1720, avaient fait la renommée du régiment. Magnifique dans son costume de hussard, qu'il agrémentait volontiers, à la façon de Murat, de torçades et de brandebourgs plus riches que ceux de l'empereur et où vingt mille hommes restaient parfois immobiles, retenus leur souffle dans leur rude moustache (1).

Napoléon n'aurait pas trop les cavaliers de ce genre, mais le capitaine dont Solignac portait son riche uniforme lui plaisait.

C'est un costume de bal que vous avez là, colonel, lui dit-il un jour ; mais après tout il n'est pas mauvais qu'on soit élégant et qu'on ait l'air de partir pour la contredanse, même quand ce sont les canons russes qui forment l'orchestre !

Solignac n'était colonel que depuis quelques mois ; cependant on lui donnait volontiers ce titre depuis longtemps, car, en réalité, le commandant le régiment, dont le colonel était mort, et ce fut en chargeant à Essling et Wagram que le bel officier gagna définitivement son titre.

— Vous êtes bien jeune pour votre grade, lui dit l'empereur ; mais la guerre, après tout, aime la jeunesse.

Solignac, répondit Solignac, quel âge avait donc Votre Majesté lorsqu'elle conquit l'Italie ?

Napoléon sourit et salua Solignac d'un geste affectueux.

Il estimait d'ailleurs Solignac. Les premiers hauts faits du jeune officier étaient depuis longtemps célèbres. A dix-huit ans, en 1797, Solignac avait quitté le pays où

l'avait élevé un vieux père assermenté, et en compagnie de son frère de lait, Martial Costet, fils d'un boucher de Lisieux, il était allé rejoindre Par-Célest : toute l'occupation l'avenir réservé aux jeunes à cette époque tremblait et on l'a pondre.

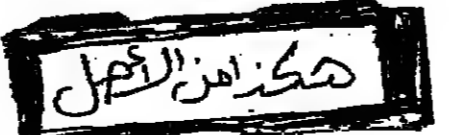
Quoiqu'il n'eût que ses parents, Solignac comme s'il n'eût pas un monde, un monde de Paris, à Solignac, lui-même. Le père qui l'inspira, avec une clarté, d'instinct, les biens que possédait le jeune Solignac et qui venaient d'un donateur inconnu. Ces biens étaient considérables. L'éducation n'y avait point coûté, le père étant bon patriote et Solignac, demeuré au pays, n'ayant que treize ans en 92.

La Révolution avait été d'ailleurs peu farouche dans le Limousin. La plus influente personne de Solignac, Mlle de La Rigaudière, ne s'était même pas sentie la nécessité d'émigrer. C'était une femme de courage, une vieille fille, adorée dans le pays, qui s'était chargée de l'éducation de la jeune Solignac, l'avait jadis confiée à son père, et après avoir pur compassion féminine, sur l'enfance de ce fils du hasard ou de l'amour, gardait à Solignac devenu homme une affection toute particulière. Mlle de La Rigaudière, qui habitait une partie de l'année le Limousin et possédait à Paris un hôtel où elle recevait parfois le colonel, avait vu grandir Solignac avec une sorte de fierté, comme si tant de chevaleresque bravoure eût été son œuvre et lorsqu'il quitta son enfant était venu à Paris pour compléter son éducation au collège, puis lorsqu'à dix-huit ans Solignac abandonna les lettres de ses maîtres pour prendre la casaque du soldat, Mlle de La Rigaudière ne put s'empêcher de l'embrasser au front et de lui souhaiter bonne chance et belles campagnes, tout en disant au père, avec ses lèvres pour prendre de parler du XVIII^e siècle : « C'est un homme, ce mort-vivant ! »

(A suivre.)

Copyright Le Monde

(1) Un règlement de l'an XIII (1805) prescrivait la moustache à tous les cavaliers, les dragons exceptés.



Nous avons lu

Voici venue la saison où nombre de familles cherchent à « caser » grand-père ou grand-mère avant de partir en vacances... Le Tilleul du soir de Jean Anglade

On connaît Roland Bacri, le « petit poète » du Grand enchaîné... Roland Bacri, Vazquez de Sola, Giscariatures

L'Espagnol et le « pied-noir » : un mélange détonant, un alcool rugueux, mi-sangria, mi-pastis... Vient de paraître

Actualité - JEAN ROOCHI : La Télévision malade du pouvoir... Critique - DAVID Mc TAGGART : La Croisière aux Indes... Témoignages - RAYONNEMENT D'ALBERT SCHWEITZER... Sciences sociales - ANOUAR ABDEL-MALEK : Idéologie et réalisme nationaliste

Ombres et lumières sur les origines de «Tristan et Yseult»

* « Genèse du roman occidental, essais sur Tristan et Yseult et son modèle persan », de Pierre Gallais... Comment peut-on être Celte ?

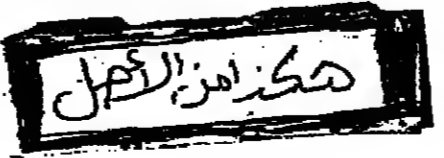
« JE » EST-IL LES AUTRES ?

Les masques d'un homme sans nom... * JOURNAL D'UN AUTRE, de Frédéric Tristan... « Je suis l'autre », écrit Nerval

Qu'a cherché à réaliser Frédéric Tristan, qui avait donné jusqu'ici des romans rigoureusement construits... Cette œuvre commence par un immense écoulement. Devant le miroir, le gluant, le purifié, le violacé, le glauque, le caillé, le moisi : catégorie d'orbe, dans le Sings égaré de ciel, l'apparence de Yuma, le maître de la mort, et dans l'histoire d'un spectre, l'apartemement empoussié, image de possession d'une société lassée.

Deux heures fabuleuses dans la plus célèbre "Maison" de Paris. Prix d'entrée 36,50F. ONE TWO TWO UN LIVRE DE FABIENNE JAMET 22 chambres décorées 65 femmes 300 clients par jour. Déjà 25 000 exemplaires vendus

cabinet d'optique COSMAS A MOITIÉ PRIX DES MONTURES DE LUNETTES GRANDS COUTURIERS ET TOUTES MARQUES. Exemples: Montures ESTHER 152F 50% 76F, Montures TAN 184F 50% 92F, Montures GREGO 220F 50% 110F. 41, Bd du Montparnasse 6°, 22, Rue de la Pépinière 8° (2° étage), 37, Bd de Magenta 10° (1° étage). OUVERT PENDANT LES VACANCES



T CRITIQUE

Les grottes de Lascault

MONDE MINÉ, de Gilbert Christian, Bourgois, 80 p.,

surface du monde, tout à simple — et semble être à des lois régulières. Dans les grottes, les cavernes, de côté des linteaux du plan des arrière-salles, les passages secrets, ne il pas d'autres règles, qui nos évidences ? Gilbert à coup de petites his- n'ont pas trente lignes, lants le quotidien un ré- terrain et insolite.

Les catacombes du fantôme

matériel de lui, outre de articles d'esthétique, se sur « Le monstre dans idéal » (1). Et voilà que ut en monstres révèle sa nature ? Je sens mon- mas semblables au temps de la vérité de sa nature; taupé, ce sera moi... »

La taupé a tout miné. De la place de la Concorde au centre de la Terre, de la rue Philibert-de- l'Orme (remarquable par ses occultistes) jusqu'à Ekretat, elle pousse, phrase par phrase, son parcours obscur et fantastique. On croise, en la suivant, des pro- mes, des occultistes (... ceux évi- demment de la rue Philibert-de- l'Orme, qui attachent à l'obélisque une importance excessive), des squelettes islandais, des jeu- nes filles nues dans le sous-sol d'un café. On fait encore bien d'autres rencontres, dans ces catacombes du fantasme, à la seule lumière d'un humour glacé.

Ces historiettes abruptes, aux arêtes tronquées, laissent un léger goût de vertige. Comme si Am- broise Bierce avait soudain la sobriété d'un cul-de-lampe Brel, de quoi fêter dans une après-midi d'été l'exquise déroute d'une lec- ture minée.

R.-P. D.

(1) Klincksieck, 1972. (voir « Le Monde des livres » du 7 février 1975.)

EXTRAIT

L'or de Berne

Nous reproduisons ici, dans son intégralité, l'un des textes qui composent *Un monde miné*.

J'bien. Un avion te conduirait à Berne. Tu achèterais chez plusieurs bouchers de grandes quantités de viande et tu les jeterais de produits soporifiques. A deux heures du tu jeterais tes quartiers de bœuf dans les fosses aux ours. Us, attirés par l'odeur de la chair fraîche, les ours volent l'appât et tomberaient, assommés par les barbichues, une échelle de corde, tu te laisserais glisser dans une des Au milieu de la fosse, tu serais la trappe d'acier dont serais perché. Tu en posséderais la clé. Tu n'aurais qu'une heure de marche dans une palerote souterraine, éclairée par dans violet et bari. Puis, tu te trouverais dans une vaste où des milliers de lingots d'or se trouveraient entreposés. es les portes de la salle auraient été bétonnées, à l'exception de celle que tu aurais franchie. Confiant dans leurs ours, les ils n'auraient pris d'autres mesures de précaution. Tu liras de lingots les volées. Tu les traînerais le long de la te. Tu ouvrirais la trappe. Tu te hisserais à la surface. bienent, tu parviendrais à monter les deux volées. Tu serais la trappe à clé. Essouffé, tu regarderais le ciel encore. Tu descendrais les volées. Tu n'aurais alors qu'à aller assés de gardien dans les bêtises offerts aux ours.

Débats et rencontres en Californie

Culture savante et savoir populaire

AFRES avoir longtemps ignoré la qualité et jusqu'à l'existence de la culture populaire, certains de ses détracteurs, en France, ont cru trouver la parade suprême. Ce serait la tarte à la crème des snobs de l'après-1968.

Cette manière de voir, encore courante parmi les « littéraires », est étrangement battue en brèche par nos meilleurs historiens, de Bernard Braudel à Emmanuel Leroy-Ladurie, de Jacques Le Goff à Michel Vovelle, dont les recherches tournent précisément autour de l'analyse des mentalités populaires. Autre réaction du même type, et qui vraisemblablement aura quelque influence en France : l'intérêt de plus en plus vif que manifestent pour notre culture populaire quelques-uns des universitaires les plus réputés des Etats-Unis, celles précisément où la méthode interdisciplinaire a conquis de solides positions. Après les historiens de Erinocton, qui ont consacré un séminaire de deux ans à ce thème à partir de

1973, le département de français et d'italien de l'université de Stanford, en Californie, vient de tenir un « symposium » sur les rapports entre culture savante et traditions populaires, préparé avec ferveur et minutie par Marc Bertrand, professeur associé à cette université. Environ deux ans d'élaboration ont abouti à trois journées de communications, de débats et de rencontres, dans une sorte de cloître de style espagnol ocre et rose, agrémenté de quelques minarets par un Gliszen Kane local. Les exposés introductifs — trois américains et trois français — ont été avec prudence les développements théoriques et ont pris la forme de bilans de recherches. Ainsi, Robert Darnton (Princeton) analyse avec de passionnantes précisions la carrière et les objectifs d'un « homme de lettres clandestin du dix-huitième siècle » ; Eugen Weber (Los Angeles), l'épopée de la *Marseillaise* et des groupes sociaux qui l'ont tour à tour étonnés et choisis

comme symbole ; Linda Nochlin (Wassar College), le modèle de la « femme déchaînée » dans l'imagerie du dix-neuvième siècle. Comme de nos jours, c'est toujours elle qui est la perverse, la « jouisseuse », la coupable. Du côté français, une recherche des structures narratives orales dans *Le Loup et l'Agneau*, de La Fontaine ; une étude précise et savoureuse de l'ethnologue Lucienne Roblin, du Musée de l'homme, sur « les chambrières » de Provence, sorties de clubs villageois qui semblent avoir tenu un rôle régulateur dans la société rurale de type ancien. L'historien Robert Mandrou, qui ouvre le congrès, est le seul à risquer une définition préalable de la culture populaire, mais c'est pour la nuancer aussitôt par deux exemples complexes : celui de la littérature de colportage et celui, encore plus instructif, de l'idéologie et de la situation des instituteurs de la III^e République à nos jours.

Les débats souvent fort vifs qui suivent les exposés montrent la difficulté de définir la culture populaire à partir de critères purement littéraires ou historiques, au sens étroit du terme. L'anti-féminisme militant que reflète par exemple l'imagerie de « la mauresque mûre » ou celui des « chambrières » exaltant les femmes, comment le sinner par rapport aux données économiques, idéologiques, religieuses ou même aux « mentalités » spécifiques de telle ou telle catégorie socio-professionnelle ?

Les noms de Gramsci ou même de Hegel, lancés dans la discussion, ne soulèvent guère d'écho. Pourtant, qu'on résume ou qu'on approuve leurs analyses, ils figurent parmi les très rares théoriciens à avoir proposé une méthode cohérente — à la fois générale, précise et opératoire — permettant d'aborder les problèmes de la culture.

Autres questions ouvertes et qu'un débat de ce genre aurait pu poser plus franchement, ne serait-ce que pour éviter le danger du « passéisme » : la culture populaire s'achève-t-elle vraiment avec la fermeture des « chambrées » et la diffusion de l'imprimé ? Les forces créatrices du passé ne s'investissent-elles pas sous d'autres formes ? Malgré les mas médias de notre société de consommation, ne parviennent-elles pas à s'exprimer dans les chansons, notamment dans ces créations à la fois légères et lourdes de sens qui, de Bob Dylan à Maxime Le Forestier, reflètent si exactement et de manière souvent si riche les aspirations de tant de travailleurs ou de jeunes ? La culture populaire n'est pas seulement derrière nous, mais bien davantage devant, juste sous nos yeux.

MARC SORIANO.

L'AMOUR COURTOIS

Numéro spécial qui renouvelle notre conception des rapports de l'homme et de la femme

Carrefour de Provence 84360 Lattes

Le n° 10 F - Abonnement 30 F

Des révélations terrifiantes, insolites, étonnantes, sur le dernier des grands dictateurs.



GERARD de VILLIERS

L'irrésistible ascension de Mohammad Reza

SHAH D'IRAN

Un document qui se lit comme un roman d'aventures

60 000 ex. vendus.

PLON

Après la grève du 9 juillet

Les bibliothécaires demandent l'ouverture de négociations

L'ORS d'un meeting tenu ce mercredi 9 juillet dans la cour d'honneur de la Bibliothèque nationale, rue de Richelieu, l'intersyndicale des bibliothécaires (C.G.T., C.F.P.T., F.N., A.S.T.) a décidé de lancer un appel à la remise en cause de l'unité de la profession.

ont suivi le mouvement de grève générale du 9 juillet, organisés également pour protester contre « la remise en cause de l'unité de la profession ».

Des propositions de grève ont été présentées au sein de la C.G.T. du personnel communal) a de nouveau exprimé sa « protestation unanime » contre le « démantèlement » de la direction des bibliothèques et de la lecture publique (D.B.L.P.), mesure qui avait été décidée lors du conseil des ministres du 2 juillet (*Le Monde* du 5 et du 6 juillet).

« Des propos et des actes des responsables de gouvernement, assure l'intersyndicale des bibliothécaires, ressort une conception restrictive de la lecture publique, une vision parcellaire et mutilante de la culture. » Un délégué F.O., bibliothécaire, dénonçant « l'absence totale de considération pour les bibliothécaires et de la lecture publique ».

Echos et nouvelles

MAISON MAME

Le siège social est à Tours et comprend deux activités : imprimerie et édition, et les difficultés rencontrées par la réimpression de son département d'édition, recherché après plusieurs années de tentatives de solution de secours.

Le journal vient d'être mis en vente avec un groupe d'édition de livres de religion, qui est la cause du fonds des ages religieux Mame et les des y affectés à une société de la religion sociale sera Neu- Editions Mame S.C.A., et le capital sera détenu par groupe.

ce qui concerne le fonds de la maison Mame, la composition générale, comportant principalement des ouvrages de sciences humaines et d'éco- mie, les pourparlers engagés à la maison Mame avec Jean- Pierre Delagrave, éditeur (Editions existantes, Editions du jour, Editions-Francia) ont abouti à une solution permettant l'exploit- tion de ce fonds par ce- tre spécialité dans les mêmes pu- lins.

est de plus précisé que, après mesures, la société Mame ne reportera aucun moyen sur le développement de l'activité de l'imprimerie-reliure, les effectifs s'élevant actuel- ment à près de cinq cents per- sonnes.

ASSOCIATION FRAN- SE POUR L'ETUDE ET LA RECHERCHE SUR LES FETS MYSTIQUES (AFERP), présidée par professeur Henry Bonaventure, it de publier les actes de premier colloque (1973). Ce- zme, intitulé « Littérature et ésus au Pérou, du XIX^e siècle nos jours », comporte des des sur les écrivains José- la Arguedas, Ricardo Palma et ar Vallejo ; sur la lutte des ses au Pérou pendant la re au Pacifique ; sur la ution de mondes dans la uestion andine ; sur la li- ture post-romantique et pré- giste » et, enfin, sur le inal « El Obrero », d'Esca- elica (Grenoble, université des gues et lettres, 1975, 225 p.) e deuxième colloque de FERPA se tiendra à Grenoble, décembre 1975, sur le thème : Lina dans la réalité pré- une » (C.G.T. : AFERP, p. 25, centre de tri, 38000 Gie- ble Cedex).

CENTRE DE RECHERCHES BRANQUES DE PAU, fondé et géré par l'historien espagnol Ansel Tuñón de Lara, vient de

publier les actes de son étu- quème colloque (mars, 1974) sous le titre « Fests y soledades en España (1820-1836) », chez Ediciones (C/Jarama, 13-Madrid, 2). Après avoir étudié, lors de son sixième colloque de mars 1974, « La société espagnole de la crise de l'ancien régime à celle des années 30 », le centre examinera en mars 1976, et à Pau selon la tradition, « Le passage de la société seigneuriale espa- gnole à la société capitaliste ». (C.G.T. : Centre de recherches hispaniques, fac. des lettres et sciences humaines, R.P. 304, 64000 Pau.)

Prix

— LE PRIX GEORG BOCHNER 1975, décerné chaque année par l'Académie austro-allemande de linguistique et de poésie, vient d'être attribué, à Darmstadt, à Manfred Sperber, résidant à Paris. L'auteur de « *Altra* » édité en France par le Centre de recherches hispaniques, fac. des lettres et sciences humaines, R.P. 304, 64000 Pau.)

KIM CHI HA, POÈTE SUD-CORÉEN de renommée interna- tionale, incarcéré en raison de ses opinions politiques, s'est vu décerner le prix Lotus par la Confédération des écrivains afro-asiatiques, qui s'est tenue à Moscou le 29 juin.

LE PRIX DE POÉSIE DE L'ILE-DE-FRANCE a été attribué pour 1975 à André Le Calvé, d'Anet (E.-et-L.). Le concours pour le prix 1976 est ouvert jusqu'au 15 avril 1976, s'adressant à Jean-Charles Dupont, secrétaire fondateur du prix de l'Île-de-France, 63, avenue du Général-Ledoux, 75220 Vitry-sur-Seine.

Bernard Dadié

héritier de la négritude

Le prix Edgar Poe, décerné par la Maison de France, a été attribué cette année à Bernard Dadié pour l'ensemble de son œuvre.

Cette distinction vient de récompenser l'effort d'un homme trop souvent oublié à cause de la élection avec laquelle il s'est attaché, depuis bientôt trente ans, à défendre et à faire recon- naître la valeur du génie africain et du patrimoine culturel de la civilisation négro-africaine. Parmi les œuvres qui lui ont valu cette distinction, signa- lions : « *Climbié* », roman en partie autobiographique, les recueils de poèmes « *Afrique début* » et « *Hommes de tous les continents* », à propos du- quel J. Chevrier écrivait dans « *Le Monde* » : « Dadié (?) proclame son amour de l'unité de la civilisation négro-africaine et à construire l'avenir » (1) ; ses pièces de théâtre, dont « *Be- trice du Congo* » et « *Jeunesse en 1971* » (Festival d'Avignon 62) ; en 1974, Bernard Dadié a été journaliste avant de se consacrer à l'élaboration de son œuvre, une œuvre qu'il veut en- gagée vers la reconnaissance d'une fierté que le colonialisme avait gommée ; en outre, à côté de ce travail d'écrivain, il partici- pe à l'effort de reconquête d'un véritable artisanat africain. Signifions encore qu'il préside le comité national pour le prochain Festival international des arts négro-africains qui se dé- roulera à Lagos.

A LA LISTE DES LIVRES FUNDÉS PAR NOS COLLABO- RATEURS au cours de l'année, parus dans « *Le Monde des livres* » du 22 juin 1975, il convient d'ajouter : « *Le Monde des livres* », de notre collaborateur Amnon Kapelou, préface de Jacques Favret (Albin Michel, 338 p., 45 F.), et un « *Erik Satie* », d'Anne Ray (Le Seuil, « *Solitaires* », 192 p., 9,90 F.).

Nouvelles protestations

Les protestations contre la déci- sion prise au conseil des ministres du 2 juillet 1975 de supprimer la direction des bibliothèques et de la lecture publique ont été renou- velées entre deux départe- ments ministériels (secrétariat aux universités et secrétariat à la culture) continuent de se mani- fester.

Parmi elles, celle de l'Association des bibliothécaires français, de l'Association de l'Ecole nationale supérieure de bibliothécaires et de l'Association des directeurs de bibliothèques universitaires, qui définissent cette mesure comme « rétrograde et réactionnaire ».

A LIRE chez GRASSET



JEAN MISTLER
de l'Académie française

Bar-le-Duc, Châlons et Nancy sont les trois jalons de ce pèlerinage émouvant et fantastique.

Maurice CHAPÉLAN
LE FIGARO

« Gare de l'Est » n'est pas seulement une évocation des combats de 14-18. C'est aussi le plus romanesque des récits. Tout un morceau de notre Histoire qui reprend vie.

François NOURISSIER/LE POINT

Un charme indéfinissable qui ressemble à une musique de l'âme.

Gilbert GANNE/L'AURORE

GARE DE L'EST
roman



LA PENSÉE UNIVERSELLE

essais

- | | | |
|---|---|---|
| <p>Daniel BERTRAND
« LA PSYCHOLOGIE ET LE MÉDECIN PRATICIEN »
<i>Étude pour servir à une médecine psychologique</i>
192 pages, 26,50 F</p> <p>Raphaël COHEN
« LA MYSTIQUE JUIVE »
<i>Un aperçu authentique de la doctrine du judaïsme</i>
256 pages, 32,10 F</p> <p>Jacques DOUEZI
« L'INFORMATION SUR L'ENTREPRISE LA MISSION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES »
<i>Exposé scientifique et conclusion politique</i>
320 pages, 37,50 F</p> <p>Raymond-J. LABEYRIE
« CIVILISATIONS ANTIQUES »
<i>Les dieux ont-ils guidé les hommes ?</i>
320 pages, 42,50 F</p> <p>Docteur R. CHAUVELOT
« LA DOUBLE ANTHOLOGIE »
<i>Maximes de santé et vers méconnus du siècle dernier</i>
340 pages, 21,40 F</p> <p>Elyane GORSIRA-RONNET
« LES LIMITES DU RÊVE »
<i>Les Antilles, leurs découvreurs et la poésie de la mer</i>
192 pages, 23,50 F</p> | <p>Paul-Victor DUJARDIN
« JE N'OUBLIE PAS »
1914-1918
<i>Ce monde où la guerre est constamment présente</i>
284 pages, 48,20 F</p> <p>F. OTIS
« LA NOUVELLE ESTHÉTIQUE »
<i>... de la nouvelle réalité du XX^e siècle ou essai philosophique de l'art</i>
256 pages, 32,50 F</p> <p>F. OTIS
« POUR UNE NOUVELLE ÉCONOMIE POLITIQUE »
<i>Commentaire de l'économie politique capitaliste et socialiste à travers l'économie politique de l'U.R.S.S.</i>
224 pages, 32,50 F</p> <p>Adrien LAMBERT JUPPA BEY
« CHARLES D'ÉGYPTE OU LE VERTIGE DU BIEN »
<i>La générosité et le génie au service du bien</i>
224 pages, 32,10 F</p> <p>Paul KERN
« LES JOURS DE NOTRE MÉMOIRE (1940-1945) NEUENGAMME »
<i>Le témoignage d'une des plus grandes barbaries de l'Histoire</i>
256 pages, 34,20 F</p> <p>Roger SERVILLE
« L'ÉVOLUTION EST-ELLE UNE HYPOTHÈSE SCIENTIFIQUE ? »
<i>Vue de l'esprit et vérification expérimentale...</i>
96 pages, 18,20 F</p> | <p>Lucienne LABEAU
« MA MÈRE »
<i>La vie tragique d'une Martiniquaise : un récit étonnant</i>
96 pages, 19,30 F</p> <p>HERMINIUS
« MÉDITATION DANS MA THEBAÏE »
TOME I - LE TESTAMENT DE GABRIEL
<i>Un horizon fantastique se dévoile...</i>
192 pages, 34,20 F</p> <p>Arne-Marie BOISSON STERNBERG MONTALDI
« CHÈRE ITALIE »
<i>Une réflexion lucide sur le monde italien</i>
224 pages, 23,70 F</p> <p>Michel TREMBLEY
« L'HYMNE À L'AMOUR OU DE BELLEVILLE AUX GRANDS BOULEVARDS »
<i>La vie de l'incroyable Edith Piaf</i>
160 pages, 23,50 F</p> <p>Maurice BERN-ALAIN
« LE MASSACRE D'UN INNOCENT »
<i>Réflexions sur une existence agressive</i>
96 pages, 17,20 F</p> <p>Robert OUTREMONT
« L'ALLEMAGNE FACE À SES NÈGRES »
<i>Un récit-document sur un problème nouveau</i>
160 pages, 23,50 F</p> |
|---|---|---|

romans

- | | | |
|---|---|---|
| <p>Georges PLACE
« TU NE TUBERAS PAS »
<i>Année 44 - Les drames et les douleurs de la guerre</i>
320 pages, 37,50 F</p> <p>Joseph ARRIETI
« RESEAU VALDIEUZE »
<i>Une chronique étonnante d'un village sous l'Occupation</i>
256 pages, 34,20 F</p> <p>Yves PELLIER
« GRAINES AU VENT »
<i>Nouvelles, essais, poèmes et pastiches</i>
128 pages, 19,20 F</p> <p>René-Y. SURLÉAU
« LE COMPLEXE DE SAMSON »
<i>Les péripéties d'un amour déçu : humour et tragédie</i>
256 pages, 34,20 F</p> <p>Jean POUTET
« DADOU OU LA PAROLE »
<i>L'aventure de « Je » morcelé par des miroirs brisés</i>
192 pages, 23,50 F</p> <p>SAGODÉTTE
« GISANTE »
<i>Le récit d'une hospitalisation : souffrances et espoir</i>
160 pages, 23,50 F</p> <p>Antoine ESCUDIER
« L'AMOUR EN CAGE »
<i>De stalgas en commandos, les amours d'un prisonnier</i>
128 pages, 17,20 F</p> <p>André PATEK
« L'HOMME-ENFANT »
<i>Le chemin difficile de l'amour absolu</i>
96 pages, 19,20 F</p> <p>Arvid HANSEN
« INTERMEZZO À NICE »
<i>L'homme qui voulait être roi des Maïs</i>
192 pages, 23,50 F</p> <p>Isabelle LE GALL
« UN RÊVE D'EDMÉE »
<i>Le roman de deux êtres qui la vie séparent</i>
192 pages, 23,50 F</p> <p>Jean LENOIR
« LA CARMAGNOLE DES DIABLES »
<i>L'ignominie dont sont capables certains humains...</i>
224 pages, 39,50 F</p> <p>Bernard HENNIQUE
« LES ENCRISERS GELÉS »
<i>Notes scrupuleuses d'un écolier durant l'Occupation</i>
160 pages, 23,50 F</p> | <p>Pierre-Albert MURTEL
« TIERS MORT »
<i>Le cri de révolte d'un militant indépendantiste guyanais</i></p> <p>Hank VOGEL
« A LA POURSUITE DU VENT »
<i>Un vieil homme à la recherche de la Vérité...</i>
96 pages, 21,40 F</p> <p>Jacques MILLET
« LES MAÎTRES DE L'ABSOLU »
<i>L'univers fabuleux de l'esprit à son apogée</i>
128 pages, 21,40 F</p> <p>Angeline GASCALES
« LE FILS D'ANITA »
<i>La misère que les pauvres combattaient sous répit</i>
160 pages, 21,40 F</p> <p>Michel MAHIEU
« LE DERNIER COQUELICOT »
<i>Les exigences de la réalité et un frisson d'éternité</i>
160 pages, 23,50 F</p> <p>Edwige FOLLIOU
« HAINE SANGLANTE »
<i>Toute la violence de l'Ouest américain</i>
288 pages, 37,50 F</p> <p>Simon KULA
« RIEN À SIGNALER »
<i>Mercenaires, sexe et violence sous le soleil africain</i>
96 pages, 17,20 F</p> <p>Lucienne BIDAUD
« LA POUPÉE MORTE »
<i>La belle-au-départ d'Arranches</i>
64 pages, 19,20 F</p> <p>Laurence PIERSON
« VIENNE LA NUIT... SONNE L'HEURE »
<i>Le témoignage de réelles motivations d'une mort volontaire</i>
128 pages, 19,20 F</p> <p>Chris MAES
« LE DOMINÉ »
<i>L'asservissement d'un homme par une femme cruelle</i>
224 pages, 39,50 F</p> <p>Jean-Pierre RICARD
« LES MÉMOIRES D'UN CAMBRIOLEUR »
<i>Un tourbillon de péripéties cocasses</i>
96 pages, 19,20 F</p> <p>Brigitte LUPEZZA
« L'AMI DE PIERRE »
<i>Une enfance qui n'a fini pas de mourir</i>
64 pages, 17,20 F</p> <p>Fernand-V. DUBREUIL
« AU PAYS DE LA MARSEILLAISE »
<i>Un plaidoyer sincère en faveur de la paix</i>
160 pages, 26,50 F</p> | <p>Docteur Louis BRUN
« ROSINE SE FAIT AVORTER »
<i>Le cheminement douloureux de l'existence d'une fillette</i>
256 pages, 32,10 F</p> <p>Mickya SERRIERES
« LE CHANT DU BATELIER »
<i>L'air pur des bords de la douce Helvétie</i>
256 pages, 27,50 F</p> <p>Amadou KONÉ
« LES FRAQUES D'EBINTO »
<i>Un symbole de la jeune génération africaine</i>
160 pages, 21,40 F</p> <p>Serge VAN DEN BROUCKE
« LES DIEUX NE MEURENT PAS »
<i>Toutes les divinités antiques encore présentes...</i>
128 pages, 26,40 F</p> <p>Robert DUC
« L'AVENTURIER RENALD »
<i>Le périple mouvementé d'un père tranquille</i>
192 pages, 27,50 F</p> <p>Jehanne DE LA CHESNAYNE
« MON TIGRE ET MON AMANT »
<i>Une inoubliable aventure au cœur du désert</i>
64 pages, 19,20 F</p> <p>Christiane MORANCE
« L'ASSASSIN VIT DANS LE CHATEAU »
<i>Une enquête psychologique dans un climat angoissant</i>
192 pages, 26,50 F</p> <p>Michel MATILLA
« LES DEBOIRES D'UN PIED-NOIR »
<i>Rajeté par les uns, balouté par les autres</i>
160 pages, 21,40 F</p> <p>Daniel MERGIER
« LE SENS DE L'HUMAIN »
<i>Le destinée cosmique de l'humanité soye</i>
128 pages, 23,50 F</p> <p>Liclen RAVEL
« LES ASSASSINS DE LA NUIT D'OCTOBRE »
<i>Contes et nouvelles policières imprégnées de fantastique</i>
160 pages, 26,50 F</p> <p>Maurice GEORGE
« LA PETITE CHOSE »
<i>Les drôles de mésaventures d'une existence candide</i>
128 pages, 26,50 F</p> <p>Rémy HOUOT
« LES ANNÉES PERDUES »
<i>La jeunesse sacrifiée des Deux Guerres</i>
160 pages, 23,50 F</p> <p>Georges-Florent BERTHIER
« UN AN DE BONHEUR »
<i>Images d'Hervé BAILLE - Une virtuosité poétique sur l'amour et l'amitié</i>
128 pages, 21,40 F</p> |
|---|---|---|

théâtre

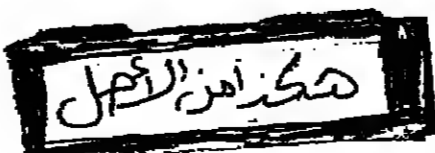
- | | |
|--|--|
| <p>Yvon LANGLOIS
« LE PAQUERETTES POURPRES »
<i>Féerie-tragédie préraphaélite et surréaliste en dix tableaux</i>
94 pages, 19,20 F</p> | <p>Raoul CALZADO ALMARZA
« LE TROUPEAU »
suivi des « POINGS ET LES PISTOLETS »
et du « TRIBUNAL »
240 pages, 37,50 F</p> |
|--|--|

poésie

- | | | |
|---|---|--|
| <p>Georges de KIPANI
« UN POÈTE GEORGIEN À PARIS »
96 pages, 16,10 F</p> <p>Gisèle VILLIAUME
« ORGUEIL ET MUTATION »
112 pages, 16,10 F</p> | <p>Marc DENJEAN
« BALLADES EN VERMILLON »
64 pages, 16,10 F</p> <p>ARSENON
« TOUR DU MONDE »
192 pages, 27,50 F</p> | <p>Anais JAQUET
« PRESQUE RIEN »
128 pages, 16,10 F</p> <p>VALENTIN
« UN VÉRITABLE AMOUR »
80 pages, 16,10 F</p> <p>Danielle LAGUELLE
« POÈMES DE MA VIE »
96 pages, 16,10 F</p> |
|---|---|--|

3 BIS, QUAI AUX FLEURS • PARIS 4^e • 325-85-44

Pour les libraires DIFFUSION, LIBRAIRIE, VENTE : 7, rue des Carmes. — PARIS (5^e). — Tél. : 033-75-95 ou aux C.R.D.L. HACHETTE



EQUIPEMENT ET RÉGIONS

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Grandes manœuvres sur les voies d'eau

Les manœuvres sur les voies d'eau. Jeudi à Besançon, les représentants de six vont constituer une conférence inter-régionale pour démontrer concrètement l'intérêt et la priorité économique qu'ils attachent à la réalisation du canal à grand gabarit entre le Rhin et la Saône.

Jacques Fléchet, ont annoncé qu'ils avaient signé un programme commun par lequel ils vont proposer au gouvernement de réaliser en priorité les deux liaisons les moins coûteuses et les plus rentables entre l'Oise et le canal Dunkerque-Valenciennes, puis la Belgique, et entre Compiègne et Reims par l'Aisne.

Libres opinions

RHÔNE-RHON : une liaison pour l'Occident

Projet de la grande voie fluviale reliant la Méditerranée à la mer du Nord est dans sa phase de réalisation. Un projet technique étudié par la Compagnie nationale du Rhône a été déposé entre les mains du ministre de l'Équipement.

par PHILIPPE LAMOUR (*) L'urgence de ce grand projet n'est donc pas en cause. Comme il arrive souvent dans le domaine des grands investissements publics, certaines administrations s'efforcent de contraindre la réalisation des décisions des gouvernements qu'elles sont chargées d'exécuter.

Un projet technique étudié par la Compagnie nationale du Rhône a été déposé entre les mains du ministre de l'Équipement. Les avantages de ce projet sont nombreux. Il permettrait de raccourcir les trajets de nombreux navires, de réduire les coûts de transport et de développer l'économie régionale.

La liaison fluviale entre la mer du Nord et le Rhin est une liaison stratégique. Elle permettrait de relier l'Europe occidentale à l'Europe orientale, de faciliter le commerce et de développer l'économie régionale.

TRANSPORTS

DEUX NAVIPLANES DE LA S.N.C.F. SUR LA MANCHE AU PRINTEMPS 1977 ?

La S.N.C.F. a précisé, mercredi 9 juillet, devant le Conseil supérieur de la marine marchande, son programme d'investissement et de renouvellement de la flotte en service entre les ports français et britanniques sur la Manche.

A PROPOS DE...

LA DÉGRADATION DU SERVICE POSTAL

Pas de facteur l'après-midi ?

Le 5 août 1974, M. Pierre Lalong, alors secrétaire d'État aux P.T.T., signait une circulaire dans laquelle il demandait aux directeurs départementaux des postes de supprimer progressivement la deuxième distribution du courrier dans certaines communes.

Dans les petites villes, les facteurs sortent l'après-midi pour les lettres de la deuxième distribution. Cette mesure a été jugée inacceptable par de nombreux citoyens.

Une instruction de 1969 avait suggéré une disparition de la deuxième distribution dans les communes de moins de 500 habitants. Cette mesure a été jugée inacceptable par de nombreux citoyens.

Les résultats de ce sondage paraissent assez paradoxaux, lorsqu'on constate la lente mais continue dégradation du service postal. Avant la guerre de 1914, il y avait une douzaine de distributions par jour à Paris.

Est et Ouest

La France est le seul pays de l'Europe occidentale qui ne bénéficie pas d'un important réseau de voies fluviales qui fait actuellement défaut à la France.

Rhône-Alpes

Le conseil régional accepte de participer au financement de la desserte cadencée Lyon-Saint-Etienne

Lyon. — Au terme d'une session de deux jours essentiellement consacrée à l'attribution des crédits et subventionnés, le conseil régional de Rhône-Alpes s'est réuni sur une remise en cause de ses interventions.

A la recherche du temps gagné

Les nombreuses reprises, le défilé de Gaulle, puis le pré-Pompidou, M. Messmer, le ministre, M. Olivier Guichard, le ministre de l'Aménagement du territoire, M. Galley, ne de l'équipement ont permis l'irréversible décision d'ouvrir les voies fluviales.

Paris

La défense du marché Saint-Germain

LE TRIBUNAL ORDONNE LE SURSIS À L'EXÉCUTION. Stabatur sur la requête de l'Association pour la défense du marché Saint-Germain, le tribunal administratif de Paris a donné, le 3 juillet, le sursis à l'exécution de l'arrêté du préfet de Paris accordant à la Ville de Paris le permis de construire un immeuble à l'emplacement de l'actuel marché Saint-Germain.

OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE. RECRUTE ETUDIANTS. SECOND OU TROISIEME CYCLE. RIGER ET MENER SA CAMPAGNE DE PROMOTION ET DE VENTE.

Davantage de fiscalité locale

Reste à déterminer le mode de financement de cette œuvre importante, dont l'estimation financière se situe entre 5 et 6 milliards de francs. Il faut tout d'abord prendre conscience que sa réalisation s'étalera sur plusieurs années, ce qui permettra d'en répartir la charge sur deux périodes de plan.

Paris

La défense du marché Saint-Germain

LE TRIBUNAL ORDONNE LE SURSIS À L'EXÉCUTION. Stabatur sur la requête de l'Association pour la défense du marché Saint-Germain, le tribunal administratif de Paris a donné, le 3 juillet, le sursis à l'exécution de l'arrêté du préfet de Paris accordant à la Ville de Paris le permis de construire un immeuble à l'emplacement de l'actuel marché Saint-Germain.

Davantage de fiscalité locale

Reste à déterminer le mode de financement de cette œuvre importante, dont l'estimation financière se situe entre 5 et 6 milliards de francs. Il faut tout d'abord prendre conscience que sa réalisation s'étalera sur plusieurs années, ce qui permettra d'en répartir la charge sur deux périodes de plan.

PRESSE

Au « Figaro »

M. ROBERT HERSANT

PLAIDE EN FAVEUR DES MESURES D'ÉCONOMIE. M. Robert Hersant, nouveau propriétaire du Figaro, a pris son premier contact avec les représentants des personnels du quotidien le mercredi 9 juillet.

RAPATRIÉS

Cinq personnalités musulmanes, le bachaga Boualem, M. Kamah et Sarakro, anciens députés d'Algérie, le général Khalifa et M. Badji, ancien commandant de harka, ont visité mercredi le camp de harkis de Saint-Marcel-L'Ardèche (Gard).

*) Président du Comité économique et social du Languedoc-Roussillon.

ARTS ET SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

vals

rlin, îlot de coexistence pacifique

l dernier moment, deux mois à peine... malgré les efforts répétés des organisateurs...

prix du Festival revint à un meilleur film... l'Adoption, de Marta Kati...

deux enfants. Kata, enfant de huit ans... elle a consulté les parents...

deux enfants. Kata, enfant de huit ans... elle a consulté les parents...

deux enfants. Kata, enfant de huit ans... elle a consulté les parents...

deux enfants. Kata, enfant de huit ans... elle a consulté les parents...

deux enfants. Kata, enfant de huit ans... elle a consulté les parents...

deux enfants. Kata, enfant de huit ans... elle a consulté les parents...

deux enfants. Kata, enfant de huit ans... elle a consulté les parents...

deux enfants. Kata, enfant de huit ans... elle a consulté les parents...

deux enfants. Kata, enfant de huit ans... elle a consulté les parents...

deux enfants. Kata, enfant de huit ans... elle a consulté les parents...

deux enfants. Kata, enfant de huit ans... elle a consulté les parents...

deux enfants. Kata, enfant de huit ans... elle a consulté les parents...

deux enfants. Kata, enfant de huit ans... elle a consulté les parents...

deux enfants. Kata, enfant de huit ans... elle a consulté les parents...

deux enfants. Kata, enfant de huit ans... elle a consulté les parents...

deux enfants. Kata, enfant de huit ans... elle a consulté les parents...

deux enfants. Kata, enfant de huit ans... elle a consulté les parents...

deux enfants. Kata, enfant de huit ans... elle a consulté les parents...

deux enfants. Kata, enfant de huit ans... elle a consulté les parents...

deux enfants. Kata, enfant de huit ans... elle a consulté les parents...

deux enfants. Kata, enfant de huit ans... elle a consulté les parents...

deux enfants. Kata, enfant de huit ans... elle a consulté les parents...

pour une manifestation née il y a vingt-cinq ans... en pleine guerre froide...

Theodor Storm, et surtout le dar... Friends (A l'étranger), film coproduit...

Vint l'Angleterre : Overlord, du nom... de code de l'opération de débarquement...

La manifestation pour (et rivalité) du... Festival, le Forum du jeune cinéma...

encore plus remarquable : Winstanley... de Kevin Brownlow et Andrew...

Le Forum du jeune cinéma, créé en 1971... par l'intermédiaire de la contestation...

Le Forum du jeune cinéma, créé en 1971... par l'intermédiaire de la contestation...

Le Forum du jeune cinéma, créé en 1971... par l'intermédiaire de la contestation...

Le Forum du jeune cinéma, créé en 1971... par l'intermédiaire de la contestation...

Le Forum du jeune cinéma, créé en 1971... par l'intermédiaire de la contestation...

Le Forum du jeune cinéma, créé en 1971... par l'intermédiaire de la contestation...

Le Forum du jeune cinéma, créé en 1971... par l'intermédiaire de la contestation...

Le Forum du jeune cinéma, créé en 1971... par l'intermédiaire de la contestation...

Le Forum du jeune cinéma, créé en 1971... par l'intermédiaire de la contestation...

Le Forum du jeune cinéma, créé en 1971... par l'intermédiaire de la contestation...

Le Forum du jeune cinéma, créé en 1971... par l'intermédiaire de la contestation...

Le Forum du jeune cinéma, créé en 1971... par l'intermédiaire de la contestation...

Le Forum du jeune cinéma, créé en 1971... par l'intermédiaire de la contestation...

Le Forum du jeune cinéma, créé en 1971... par l'intermédiaire de la contestation...

Le Forum du jeune cinéma, créé en 1971... par l'intermédiaire de la contestation...

Le Forum du jeune cinéma, créé en 1971... par l'intermédiaire de la contestation...

Le Forum du jeune cinéma, créé en 1971... par l'intermédiaire de la contestation...

Le Forum du jeune cinéma, créé en 1971... par l'intermédiaire de la contestation...

Le Forum du jeune cinéma, créé en 1971... par l'intermédiaire de la contestation...

La tentation du mal

Melheur à ceux qui ne se souviennent pas du passé... ils sont condamnés à la revivance...

et pour cette raison, c'est faire preuve de pusillanimité... On n'a pas à avoir honte d'un plaidoyer...

On part d'un fait divers, un crime de guerre, retracé avec quelle force d'évocation par l'un...

les cadavres entassés dans les fosses communes du train 1909... carcasses de plomb part de Compiègne...

On part d'un fait divers, un crime de guerre, retracé avec quelle force d'évocation par l'un...

les cadavres entassés dans les fosses communes du train 1909... carcasses de plomb part de Compiègne...

On part d'un fait divers, un crime de guerre, retracé avec quelle force d'évocation par l'un...

tous du même avis : entre la petite vexation infligée à un travailleur algérien...

La façon dont nous traitons aujourd'hui la main-d'œuvre immigrée n'est pas sans analogie...

La façon dont nous traitons aujourd'hui la main-d'œuvre immigrée n'est pas sans analogie...

La façon dont nous traitons aujourd'hui la main-d'œuvre immigrée n'est pas sans analogie...

La façon dont nous traitons aujourd'hui la main-d'œuvre immigrée n'est pas sans analogie...

La façon dont nous traitons aujourd'hui la main-d'œuvre immigrée n'est pas sans analogie...

LES SYNDICATS CRITIQUENT APOSTROPHES

Les syndicats C.F.T.C. et C.G.C. de la section d'Antenne 2 s'élevèrent, dans un communiqué commun...

D'une chaîne à l'autre

(chroniqueur de télévision au Journal Minute), auteur d'un ouvrage fondamental intitulé Dossier O.R.T.F. tous coupables...

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 10 JUILLET - Le racisme est le sujet des Deux Cents Minutes de France-Culture...

LES PROGRAMMES

JEUDI 10 JUILLET

CHAINE I : TF 1 - 20 h. 30, Série policière : Colombo...

CHAINE II (couleur) : A 2 - 20 h. 15, TF 1 d'archives...

CHAINE III (couleur) : FR 3 - 20 h. 30, Un film, un auteur : An revoir...

LENDREMI 11 JUILLET

CHAINE I : TF 1 - 20 h. 35, Au théâtre ce soir : Le Pape Midnappe...

CHAINE II (couleur) : A 2 - 20 h. 35, Variétés : Boulevard en liberté...

CHAINE III (couleur) : FR 3 - 20 h. 30, Documentaire : Tonarey...

LENDREMI 11 JUILLET

CHAINE I : TF 1 - 20 h. 35, Au théâtre ce soir : Le Pape Midnappe...

CHAINE II (couleur) : A 2 - 20 h. 35, Variétés : Boulevard en liberté...

CHAINE III (couleur) : FR 3 - 20 h. 30, Documentaire : Tonarey...

Le Marais - Salle I - Salle II - Salle III - Programme de spectacles

Henry Castillou - CRISE - C'est aussi un roman à lire.

EUROP ASSISTANCE - banques, agences de voyages, caisses d'épargne, assureurs

avant de partir - FRANCE-CULTURE - FRANCE-MUSIQUE

CROISÉS

EMPL. 1	La ligne	La ligne T.E.
empl. "Piscine encadrée"	34,00	38,70
5 lignes de hauteur	38,00	44,37
10 EMPLOI	7,00	8,09
10U		
IONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

La ligne	La ligne T.E.
L'IMMOBILIER	
Achats-Ventes-Locations	25,00 29,19
EXCLUSIVITES	30,00 35,03
L'AGENDA DU MONDE	
(chaque vendredi)	23,00 28,85

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

BANQUE D'AFFAIRES

recherche pour sa Direction Financière

SENIOR ANALYSTE

titulaire Po. H.E.C. ou équivalent, spécialiste des marchés étrangers, anglais et allemand courant, a des études et publications maison et ms. avec les correspondants étrangers.

GESTIONNAIRE

ayant expérience de la clientèle privée.

EXPLOITANT TITRES

titulaire d'une clientèle nouvelle.

ACTUAIRE

des missions obligations, ayant plusieurs années d'expérience et une excellente maîtrise du milieu bancaire, compagnies d'assurances de réassurance, etc.

RECHERCHER, P.P. 288, 75434 PARIS CEDEX 09, référence 1334, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'EMBALLAGE POLYÉTHYLÈNE

recherche PARIS et REGION PARISIENNE V.P.P. MULTICARTE dans l'emballage et visitant clientèles des pour GAINES, FILMS, SACS, ainsi que des achats pour sacs publicitaires. S.S.I.A. AGENCE HAVAS SAINT-ETIENNE.

Senior Industrial Marketing Opportunities

Major International Concern - Middle East

requires experienced, energetic and imaginative technical marketing men to represent its interests in Saudi Arabia, Egypt, Lebanon and Algeria. A proven record of success in selling a variety of (predominantly electrical and telecommunications) products, and several years of experience in the area are indispensable. While nationality and age are of little importance, complete fluency in English is required; obviously a knowledge of Arabic and/or French would be an asset.

We offer a wide and interesting range of products, a major part of which is of advanced technology and considerable sophistication.

If you would like to learn more about one of these challenging opportunities, please send your curriculum vitae, mentioning earliest starting and recent remuneration development, to Mr. D. P. Nicholls, Leo Burnett Recruitment Advertising Limited,

The backing of a large, successful organisation should be as interesting to you as the competitive salary and fringe benefits we are offering.

Specifically we invite your applications for the following vacancies:

1. Country Manager - Riyadh
2. Country Manager - Cairo
3. Country Representative - Beirut
4. Assistant to Country Manager - Algiers

(this position requires administrative and basic financial experience in addition to the general qualifications; also fluent French is a necessity in this case.)

48 St. Martin's Lane, WC2N 4EJ, (LONDON) Quoting reference number LBR129/M.

Should there be a Company to whom you do not wish your application to be forwarded, please address your envelope to the Security Manager

Leo Burnett Selection

GRUPE D'IMPORTANCE NATIONALE

(6.000 personnes) crée un poste de :

DIRECTEUR ADJOINT ADMINISTRATIF

Pour l'une de ses unités situées dans la banlieue Nord Paris (environ 300 personnes).

Ce collaborateur âgé de 35 ans minimum sera chargé, en liaison avec la direction des relations humaines du groupe, de promouvoir une politique de personnel.

Ce poste à pourvoir rapidement peut convenir à un homme de contact ayant acquis, de préférence en milieu industriel, une bonne expérience dans le domaine de la fonction personnelle en général et des relations sociales en particulier.

Rémunération : 88.000 F annuels.

Veuillez adresser C.V. man. + photo en n° 33.210 B à ELXU Publicité, 17, rue Label, 92500 Vincennes, 9. tr.

contrôleur de gestion

Collaborateur de D.C., il est responsable de la comptabilité financière et des stocks et il contrôle la comptabilité générale et industrielle.

Ce poste peut convenir à un HEC, ENSIC ou Sup de Co + MBA ou équivalent. Une formation complémentaire équivalente au DECS est indispensable.

Il doit avoir 32 ans minimum, et une solide expérience de la comptabilité française et anglo-saxonne acquise dans une entreprise industrielle.

Les Candidats de Gestion titulaires qui ont obtenu l'anglais envoient leur dossier de candidature au n° 70/4 :

Elisabeth FRENCH

137, Av. Mozart 75018 Paris

qui les avertisse de la plus grande discrétion.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

МА СЕРК

КОНЕРСТВО РЕНО

соединяет в Г. Ливон свой отдел Металло-Переработки Металлов, и имеет удивительные требования к своим с се развятием по экспортной и:

ОГО / ОДНУ / ПИСЬМЕННОГО СТНОГО ПЕРЕВОДЧИКА РУ / РУССКОГО ЯЗЫКА

в своем сотрудничестве с коммерческими инженерами переводчик будет водить технические и коммерческие документы, переговоры коммерческих сделок, посещения заводов, и...

лет принимать участие в деловых встречах в Советский Союз.

Желательно свободно владеть Русским и/или английским языком; наличие технического образования является дополнительным преимуществом.

ты письма Г-не Ж. ДИЛЛЕ, под номер 302 M.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

DIRECTEUR D'AGENCE

Un groupe de sociétés du secteur tertiaire recherche le responsable de ses activités dans la région SUD-EST

Il aura à :

- animer les réseaux commerciaux existants auprès d'une clientèle industrielle, et en assurer l'efficacité;
- reorganiser les procédures administratives relatives à la clientèle et au personnel;
- assurer la gestion de l'agence dans le cadre de la politique définie par la Direction générale.

Il faut une forte personnalité possédant de réelles qualités de manager.

LA REMUNERATION COMPORTERA :
- un fixe en rapport avec le niveau de la fonction et un intéressement sur les résultats.

Envoyer curr. vitae man., photo et présentations à : EDITIONS R.S. - Service 189, 56, rue de la Fontaine-au-Roi, PARIS-11^e, qui tr.

La PDG d'une entreprise industrielle de tuyauteries d'usines et de bâtiments, 800 personnes, située à MARSEILLE, cherche pour étoffer ses structures :

l'ingénieur, adjoint au directeur technique

Rapidement responsable de l'ensemble des réalisations, c'est avant tout un patron et un technicien (devis, ordonnancement), maîtrisant bien la gestion de l'exploitation et le suivi technique des actions commerciales. Nous cherchons un jeune ingénieur EC, AM, ICAM, ECAM, ayant une expérience dans la construction d'usines ou de raffineries. La connaissance de l'anglais est indispensable. Fréquents déplacements de courte durée.

2 ingénieurs,

pour l'étranger. pour assurer la maîtrise d'œuvre sur le site d'importants chantiers à l'étranger. Ils coordonnent les travaux et suivent les contacts avec les clients et les entreprises. La durée des chantiers peut aller jusqu'à 2 ans. Nous cherchons de jeunes ingénieurs ou équivalents, minimum 30 ans. La connaissance de l'anglais est indispensable. Écrire à M. D. BARRÉ, ss réf. correspondants.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE NATIONAL. Notre SOCIÉTÉ PRODUITRICE de « MATERIEL et de BÂTIMENTS D'ÉLEVAGE » REGION OUEST recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL

Il devra être capable :
- d'élaborer la politique commerciale ;
- de recruter, d'animer et de contrôler la force de vente dont il aura au préalable défini l'organisation au niveau national et international.
Il sera :
- de formation Sup. de Co, ESSEC, HEC ou similaire ;
- dynamique et organisateur.
Il aura :
- plusieurs années d'expérience dans cette branche ou une branche proche, dans l'AGRO-ALIMENTAIRE ;
- une rémunération attractive.

Il séjournera dans une région très agréable. Adresser lettre manuscrite, curr. vitae + photo et rémunération actuelle à : HAVAS LOBIER (5619) sous référence 143.

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE GÉNÉRALE, située dans une ville de la région Rhône-Alpes, recherche

un chef comptable

Sous l'autorité du Directeur Général et en liaison avec le Directeur Financier du groupe, ses missions sont :

- le crédon d'un service de comptabilité générale, celle-ci étant traitée jusqu'à ce jour dans un cabinet extérieur ;
- la gestion de la trésorerie ;
- le suivi des dossiers de financement des affaires à l'exportation.

Pour réussir dans ces fonctions, il faut avoir une expérience de plusieurs années à un poste similaire, une bonne formation à des méthodes de comptabilité analytiques et de gestion prévisionnelle, et le goût du travail en équipe.

Ecrire (document manuscrit, C.V. + photo) à Mme G. DILL, sous réf. 305 M, qui transmettra.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

RENNES

Organisme de conseil et de formation

RECHERCHE

Pour son département

ORGANISATION

UN INGENIEUR CONSEIL

de formation AM, ENSM, INSA... Il dispose d'une 1^{ère} expérience acquise en entreprise. Il participera à des missions d'études et de mise en place de procédures nouvelles de gestion de la production, avec utilisation de l'INFORMATIQUE ; accessoirement il pourra être amené à animer des sessions de formation. Il travaillera avec une grande autonomie. Ce poste comporte quelques déplacements.

Ecrire (en indiquant n° de téléphone) avec C.V. et prétentions sous référence 57/107 à :

CHATELAIN

19, Rue de Montmorency, 75003 PARIS - Tél. 33.93.10.10

Le Groupe du crédit universel

renforce son réseau d'Agences Bancaires et recherche

pour son réseau commercial de Province (villes de plus de 50.000 habitants)

Jeunes Diplômés

(ESSEC - ESC - ou équivalent)

désireux de faire la preuve de leur DYNAMISME COMMERCIAL et de pouvoir accéder rapidement à des postes de direction.

Une première expérience professionnelle (1 à 2 ans) est indispensable.

Ecrire avec CV, photo et salaire actuel à GROUPE DU CREDIT UNIVERSEL

Direction de l'Exploitation

51, Bd des Dames 13242 Marseille cedex 1

IMPORTANT CENTRE DE RECHERCHE AMERICAIN

100 km de PARIS (Gare de l'Est) offre poste de

DIRECTEUR

pour son LABORATOIRE D'ANALYSES DE PRODUITS ALIMENTAIRES

ayant une bonne maîtrise de la langue anglaise et si possible connaissance d'autres langues.

Le candidat devra avoir une formation supérieure, une grande expérience des méthodes d'analyses alimentaires et un sens de l'organisation du travail. Il devra être dynamique et posséder le sens de l'initiative et un esprit d'équipe.

Adresser C.V. avec photo, références et présentations à I.L.E.C. - 15-17, avenue de l'Europe, 02400 CHATEAU-Thierry. - Tél. (33) 83-08-02.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

RÉGION OUEST-ATLANTIQUE

PRODUCTIONS ANIMALES

Une importante union de coopératives agricoles se situe dans le secteur des productions animales, Région Ouest-Atlantique, recherche un

DIRECTEUR GÉNÉRAL

C'est un homme déjà rompu aux responsabilités de direction et de gestion d'une entreprise importante, de préférence dans un secteur d'activité voisin.

Se forte personnalité, son autorité naturelle, sa détermination, son goût de la compétition dans un contexte de marché fluctuant et finalement structuré, alliés à un sens prononcé des relations humaines et de l'animation, en font un homme habilité à concevoir, à décider, à entraîner, à réaliser.

Avec une bonne connaissance du milieu agricole, il justifie de compétences indiscutables en matière d'organisation de la production industrialisée et intégrée à l'élevage, de la transformation et de la commercialisation des produits. C'est un manager rigoureux, familiarisé avec l'ensemble des aspects administratifs, financiers et autres (notamment informatiques) de la gestion rationnelle d'une entreprise.

Son objectif sera de proposer et de réaliser une politique ambitieuse et réaliste de production et de commercialisation.

La rémunération sera en rapport avec l'importance des fonctions.

Env. ss réf. n° 920.646, av. C.V., photo et prêt. à H.A.P. - B.P. 143 - 85906 LA ROCHE-SUR-YON.

GRUPE FRANCAIS LEADER DANS LA FABRICATION DU MEUBLE

recherche

UN CHEF COMPTABLE

titulaire d'un diplôme administratif, il sera capable de participer à la mise en place de la C.A. d'une usine de 1.500 pers. et d'effectuer les tâches de comptabilité courante.

Après 20 ans, le candidat devra avoir DECS-1-2 ans exp. Poste à pourvoir ville province 20 km Est Paris.

Env. C.V., photos et présent. au n° 8.567, « le Monde » Publ., 5, r. des Halles, 75007 Paris-7^e, qui transmettra.

CENTRE DE CALCUL DE L'UNIVERSITE DE BESANCON

Recherche pour engagement le 1^{er} octobre 1975 :

- a) UN INGENIEUR MATHÉMATIQUES ou ANALYSTE SCIENTIF. Niveau docteur 3^e cycle.
- b) UN PROGRAMMEUR D'APPLICATION
- c) DEUX PUPTREURS

Le salaire net mensuel envisagé sera de l'ordre de 4.000 F pour a, 2.000 F pour b, 2.400 F pour c.

Les candidatures sont à adresser à M. le Directeur du Centre de Calcul, Université de Besançon, Cedex.

offres d'emploi

offres d'emploi

BANQUE D'AFFAIRES Quartier Champs-Élysées recherche pour succéder le Responsable du Service un gestionnaire de portefeuille Valeurs mobilières

SOCIÉTÉ FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL Entreprises Générales d'Installations Industrielles UN CHEF COMPTABLE

Groupe Industriel de Dimension Internationale BRANCHE ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE recherche pour son Centre de Production BANLIEUE PARIS NORD-OUEST CHEF de FABRICATION

HERLIO Rech. pour succéder chef service export, J.L. déposé C.M. Hore

CORRECTEURS D'ÉPREUVES ORGANISATION des NATIONS UNIES Un examen de recrutement sera organisé le 22 octobre 1975

GROUPE TRAVAUX PUBLICS ACTIVITE INTERNATIONALE recherche pour Importants Agence AFRIQUE EQUATORIALE FRANCOPHONE RESPONSABLE ADMINISTRATIF COMPTABLE ET FINANCIER

URGENT Société Immobilière recherche CHEF COMPTABLE (H) M.V. B.P.-DECS. expér. prof.

TOP INTERIM TECHNIQUE REGLEURS résolution hydraulique, électricité, etc.

SOCIÉTÉ FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL Entreprises Générales d'Installations Industrielles RECHERCHER POUR BOBCHER POUR Gestionnaire des Contrats Assemblés à l'Exportation

URGENT Rech. pour succéder chef service export, J.L. déposé C.M. Hore

RAYCHEM recherche pour une nouvelle division européenne située dans la région de Poitiers un ingénieur de fabrication

URGENT Rech. pour succéder chef service export, J.L. déposé C.M. Hore

L'immobilier

appartements vente appartements vente EXCEPT. TRUDAINE Part. vd dans viell. immeuble superbe apt. de 105 m2 instal.

pour le prix d'un studio à Paris, il est plus rentable d'en acheter trois à Toulouse. Un studio à Toulouse ne coûte que 42.500 F. Situé au cœur de ce qui serait le quartier latin toulousain, il se loue 360 F par mois.

propriétés propriétés propriétés NORMANDIE - MANDIE de Directeur, maître, restaurateur, vendu par part. dans belle villa classée, 200 m de centre

capitula ou proposit.com Prêts hypothécaires 12,5-14 % PERIER, 32, rue Demitriev, 91-PUR-YVETTE, 90-63-67.

مكتبة النهر

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

La tare du chômage

(Suite de la première page.)

Si elles produisaient davantage, elles donneraient du travail en amont et en aval. Sans que convienne le terme « goulot », employé pendant la pénurie, le mécanisme est le même, soigneusement ignoré ou caché.

Donner des primes à l'embauche des jeunes fait partie de l'arsenal des paradis que la politique se doit d'employer, en attendant le traitement spécifique. Seulement, de plus en plus, il apparaît bien qu'on n'en a pas et que le gouvernement est désespéré.

Non seulement il semble partager les illusions de l'opinion que

nous allons rappeler, mais il entend partout maintenir l'ordre préexistant, alors que le quadruplement du prix du pétrole et autres novations dictent, au contraire, une adaptation.

Les illusions traditionnelles de l'opinion sur l'emploi prennent toutes appui sur de « solides » apparences : le chômage serait un phénomène nouveau de l'époque industrielle ; le nombre d'emplois, dans le pays, serait limité, comme les kilomètres carrés de l'Hexagone. Le chômage résulterait donc d'un excédent d'hommes ; la productivité réduirait le nombre des emplois.

Ce globalisme, joint à une

arithmétique simpliste, conduit, avec sûreté, à avoir de moins en moins d'emplois.

Ce ne sont pourtant pas les expériences qui ont manqué, apportant autant de démentis aux théories des experts et aux jugements de l'opinion. Faut-il rappeler qu'en faisant l'inverse des prescriptions des maîtres de Harvard et de Columbia, l'Allemagne fédérale a accru de sept millions le nombre de ses emplois, tout en recevant, contrairement à l'opinion accréditée, moins d'aide des États-Unis, que la France et l'Angleterre ? Les autres fortes augmentations de population active occupée, Autriche, Pays-Bas,

Suisse, Japon ont-elles été oubliées ? Mais l'expérience se brise sur le roc du préjugé.

Le sens malthusien

Partant de bases erronées, les mesures sont fatalement prises à contretemps et vont toutes dans le sens malthusien : abaisser l'âge de la retraite, retarder l'entrée des jeunes dans la population active, etc. Toute subvention de l'improductivité, tout frein à la production de richesses, alourdit les charges de l'économie, amoindrit les rentabilités et supprime invisiblement des emplois. Un retraité, cela vaut mieux,

dit-on, qu'un chômeur ; l'opinion juge largement ainsi, par la vertu des mots et l'hypnose de la statistique ; mais un homme retiré prématurément de la vie sociale, c'est, en somme, un chômeur à vie, un exclu, dont le sort matériel est parfois inférieur à celui du chômeur secouru. Seulement, en ce domaine, la férocité qui est en nous joue dans toute sa force. Nous violons délibérément la Déclaration des droits de l'homme, qui reconnaît pleinement le droit au travail. « Le droit au travail est un droit fondamental », dit expressément le manifeste du parti communiste français, publié le 15 mai dernier. Le libéralisme

bourgeois devient une mesure quand il s'agit de bien-être de bien-être.

Du reste, le renvoi d'un docteur à l'Université n'est pas une manifestation de ce ballisme arithmétique qui entoure, y compris la comptabilité nationale et les calculs affligés du Fian en matière d'emploi plein emploi des hommes est essentiellement une question de structure, car les hommes ne sont pas des unités interchangeables. Les uns pour les autres, il faut faire des additions, il faut faire des soustractions. L'erreur est ici de 180 degrés.

Imaginons un marchand gaulois, disant à son client de venir lui acheter un objet, que son volume en centimètres cubes est égal ou supérieur à celui de la main. Nous en sommes peut-être près.

Cette erreur traditionnelle de calcul global, nous sommes de quelques mois en train de la passer d'un antiquaire à un subventionneur. L'improductivité des passages du rapport d'emploi Grappeux. M. Ch. Gruson a eu le courage de ne pas ratifier l'incertitude, et ce sens, tant la tentation grande de céder à la crise d'emploi par ce moyen. Si c'est l'apparence que l'on n'aurait bien qu'un peu de raisonnement à l'abandon, remplaçant les auteurs de maux par des producteurs honnêtes l'emploi serait multiplié par deux mille dans le monde, en dépit des expériences de l'improductivité, si elle localisée et visiblement par l'exportation.

Remontons maintenant au cours du temps, pour déceler une autre erreur de signe, de politique économique.

Le quadruplement du prix du pétrole, mesure en avant-garde dans l'évolution du monde, a demandé une adaptation de l'économie. Tout a été fait, contrairement pour conserver l'ancien. La répercussion sur divers tarifs d'énergie a été défilé au bon sens et au son de l'avenir, la consommation la plus onéreuse, la routière, ayant largement favorisée. En outre, mesures d'économie de chauffage déjà insuffisantes, n'ont pas été appliquées, etc.

Dès lors, les économies d'énergie, ayant été très inférieures, le souci d'équilibre balance commerciale a conduit à une politique de déflation, de réduction des dépenses, et de réduction de l'économie entière pour sauver un morceau. Finalement l'industrie automobile elle-même, le gouvernement entre-temps, voit le nombre de ventes diminuer, en même temps que les revenus disponibles ménages. Seule a été maintenue la circulation, la consommation de carburant étant paradoxalement et tragiquement la seule à augmenter sur le dernier. Conserver, au lieu d'adapter, une fois encore l'erreur est de 180 degrés.

Ingénuité, absence de réflexion, conservatisme, souci du seul immédiat et du visible, il n'est étonnant que la politique ait été à la montée de la cour-marché.

Les conseils de l'opposition sont pas plus efficaces, mais on se comprend : puisque l'oppositif veut détruire le capitalisme, il n'a aucun intérêt à donner des moyens de le renflouer.

Nous verrons, dans le prochain article, les moyens de sortir de cette marche à contretemps.

ALFRED SAUVY.

Partez en vacances avec des Chèques de Voyage American Express.® Votre argent ne risque pas d'être perdu.



Car vous n'emportez pas d'argent liquide. Vous partez avec des chèques de voyage American Express.



Ils sont aussi pratiqués que l'argent liquide, puisque le monde entier leur fait confiance. Mais ils n'en ont pas les inconvénients. Parce que s'ils sont perdus ou volés, ils vous sont

remboursés, en général le jour même, dans l'un des 885 bureaux dont disposent l'American Express, ses affiliés et représentants dans le monde. Et vous poursuivez tranquillement vos vacances.

Existe-t-il un seul endroit au monde où l'on vous rembourse l'argent liquide perdu ou volé ? Non, bien sûr.

Demandez à votre banque des chèques de voyage American Express, disponibles en francs français, et en six autres devises.



Chèques de voyage American Express en francs français. Ne partez pas sans eux.

Prochain article :

LES MOYENS D'EN SORTIR

EN ALLEMAGNE FEDERALE les prix ont augmenté de 0,7 % en juin au lieu de 0,6 % en mai et en avril. En un an, le rapport à juin 1974, la hausse du coût de la vie a été 0,4 % contre 3,1 % les six mois précédents.

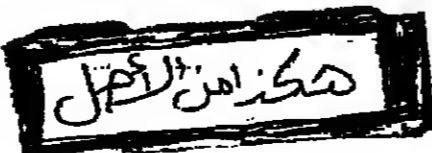
DROIT SOCIAL

LA SECURITE DE L'EMPLOI ET DU SALAIRE

Sous la direction de J. J. DUPEYROUX

126 pages 40f

1975



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Le marché très calme, mieux orienté... manque d'affaires... tendance orientée ce mercredi de Paris...

LONDRES

Dans l'attente de la publication du livre blanc gouvernemental sur la lutte anti-inflationniste, le marché a viré de bord jeudi à l'ouverture...

NEW YORK

Un très vif redressement des cours s'est opéré mercredi à Wall Street. Amorcé la veille en fin de séance...

INDICES QUOTIDIENS

Table with 3 columns: Valeurs, Cours précéd., Cours. Includes indices for France, London, and New York.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CROUZET - Le chiffre d'affaires pour 1975 pourrait être supérieur à celui de l'exercice précédent...

Main financial table with columns for Valeurs, Cours précéd., Cours, and Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

BOURSE DE PARIS - 9 JUILLET - COMPTANT

Table of stock prices for the Paris stock exchange on July 9th, categorized by sector.

MARCHÉ A TERME

Table of futures market prices for various commodities and financial instruments.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices, including gold bars and various gold coins.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various international currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices, including gold bars and various gold coins.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
- 3. DIPLOMATIE
- 3. PROCHE-ORIENT
- 3. AMÉRIQUES
- 4. AFRIQUE
- 4-5. Océan Indien
- 4-5. ASIE
- 6-7. POLITIQUE
- 8. JUSTICE
- 10. SCIENCES
- 10. FEUILLETON

LE MONDE DES LIVRES
 Lire page 11 à 18
 — LE FEUILLETON de B. Polrot-Delpech : « Les Femmes du Mozambique », de Michèle Mancaux.
 — LITTÉRATURE ET CRITIQUE : Ombres et lumières sur les origines de « Tristan et Yseult ». — Débats en Californie sur la culture populaire.
 — POÉSIE : Audubert le trouble-fête, Pierre Tillman.
 — PHILOSOPHIE : L'itinéraire de Husserl. — Lecture de Pierre Bayle.
 — LETTRES ÉTRANGÈRES : Une romance saute spaghetti. — Le roman de l'Amérique.

- 17. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
- 18-19. SPECTACLES
- 20. SPORTS
- 23. DÉFENSE
- 23. ÉDUCATION
- 23. RELIGION
- 24 à 26. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT
 RADIO-TELEVISION (19)
 Annonces classées (11-22) ; Aujourd'hui (20) ; Carnet (10) ; Journal officiel (20) ; Méthodeologie (20) ; Mots croisés (20) ; Loterie nationale (20) ; Finances (20).

Le numéro de « Monde » daté 10 juillet 1975 a été tiré à 517 295 exemplaires.

Une grande routière pour le week-end. Europcar : 645.21.25.

EDEP
 Ecole de Direction d'Entreprise de Paris
 Établissement privé d'Enseignement Supérieur. Préparation simultanée sur 3 ans aux examens d'État suivants :
 ● 3 PREMIÈRES ANNÉES DE LA MAÎTRISE DE GESTION.
 ● D.E.C.S.
 ● B.T.S.
 — Distribution et gestion commerciale.
 — Comptabilité et gestion d'entreprise.
 130, rue de Clignancourt
 75018 PARIS - M° Simplon
 Tél. : 252-27-27

Gilto
 Chemisier tailleur
 solde
 Chemises 55 F.
 Polos 69 F.
 Blousons 260 F.
 Pantalons 125 F.
 Costumes 490 F.
 2 bd de la Madeleine
 Parking gratuit-7, r. Caumartin

Le voyage en Europe du secrétaire d'État américain MM. Kissinger et Sauvagnargues s'entretiennent surtout du Proche-Orient et de l'énergie

Le secrétaire d'État américain, M. Kissinger, arrivé dans la nuit à Paris, a eu, ce jeudi 10 juillet à 11 h. 30, un entretien avec le président de la République. Cette rencontre semble avoir été décisive en ce qui concerne l'attitude de l'Élysée, ou du moins celle que le président Giscard d'Estaing ait reçu M. Kissinger à l'occasion de ses précédents voyages à Paris (juillet 1974, février et mai derniers).

Les entretiens franco-américains ont commencé à 10 heures au quai d'Orsay par un tête-à-tête entre le secrétaire d'État et le ministre français des affaires étrangères, M. Sauvagnargues, qui devait le recevoir à déjeuner.

M. Kissinger est attendu dans l'après-midi à Genève pour des conversations avec son collègue suisse, M. Grossi. Vendredi après-midi à Bonn il rencontrera outre les dirigeants de l'Allemagne fédérale, M. Rabin, premier ministre israélien. Il partira samedi pour Washington via Londres.

A Paris, comme aux autres étapes du voyage de M. Kissinger en Europe, le Proche-Orient, devait tenir une grande place dans les conversations. La position du gouvernement français — dit-on dans les milieux officiels — n'a pas varié. Elle consiste à favoriser toute « descente de charge » soit par la méthode des accords partiels (s'ils sont possibles), ou d'un accord global (qui à un certain stade sera nécessaire). La France indique-t-on — souhaite participer à la phase finale d'un tel

Ancien chef du gouvernement belge M. Achille Van Acker EST MORT

Bruxelles (A.F.P.). — M. Achille Van Acker, ancien premier ministre belge et une des personnalités politiques dominantes de l'après-guerre, est mort à Bruges le jeudi 10 juillet. Il était âgé de soixante-dix-sept ans. Il n'avait quitté la vie politique qu'en mai 1974 en rejoignant la présidence de la Chambre qu'il détenait depuis 1961.

Né le 8 avril 1898 à Bruges dans la nombreuse famille d'un conseiller, le jeune Achille Van Acker ne put aller à l'école que jusqu'à l'âge de dix ans. Il fut successivement vannier, docteur, batelier, puis relieur. Flamand jusqu'à bout des ongles, il entra dans la politique par le biais du syndicalisme et, en 1927, fut élu député socialiste dans sa ville natale. Au lendemain de la guerre, il se vit confier le portefeuille du travail et de la prévoyance sociale dans le gouvernement de M. Everberghs. Quelques mois plus tard, il forma lui-même un gouvernement d'union nationale et fut nommé directeur de la question royale en empêchant le retour de Léopold III en Belgique. Il fut ensuite ministre des communications dans les gouvernements de coalition de M. H. Spaak entre mai 1947 et août 1949. De 1954 à 1958, il présida un nouveau gouvernement socialiste libéral, puis enfin fut appelé, en 1961, à la présidence de la Chambre.

Tête, parfois brutal, doté d'un franc-parler, réaliste et plein d'humour, il ne craignait pas de donner prise à l'impopularité. La gauche, dont il se réclamait, était pour lui une façon prudente d'être efficace et le moyen d'associer la justice à l'ordre. Aussi s'entendait-il souvent avec le centre, au point d'apparaître comme le soutien objectif de la droite. Mais son réalisme lui permit toujours de discerner puis d'organiser les réformes immédiatement applicables.

Au Tchad M. Stéphane Hessel RENCONTRE M. HISSÈNE HABRE LE 16 JUILLET

M. Stéphane Hessel, ministre plénipotentiaire, a annoncé, mercredi 9 juillet à Paris, à son retour d'une tournée mission au Tchad, qu'il rencontrerait le 16 juillet M. Hissène Habre, dont les unités détiennent M. Claustra en otage. Le négociateur français a pu rencontrer, lundi, avec des représentants du chef rebelle.

M. Hessel estime que Mme Claustra est en bonne santé. « On m'a confirmé une fois de plus, a-t-il dit, le bon état de santé et de son équilibre physique et nerveux de Mme Claustra. Je ne l'ai pas vue, mais j'ai eu des témoignages très satisfaisants. »

Il a enfin confirmé que les trois pilotes de l'agresseur Gambia, parvenus au Tchad et dont on était sans nouvelles depuis plusieurs semaines, sont sains et saufs et qu'ils s'apprentent à regagner la France.

L'épilogue de l'affaire Hills LE PROFESSEUR BRITANNIQUE QUITTE L'OUGANDA AVEC M. CALLAGHAN

M. Dennis Hills, le professeur britannique condamné à mort en Ouganda, devait repasser Londres ce jeudi 10 juillet dans l'avion de M. Callaghan, ministre des affaires étrangères, arrivé à Kampala mercredi soir, en compagnie de son homologue saoudien, s'est entretenu pendant une heure jeudi matin, avec le général Idi Amin Dada. Ce dernier était rentré la veille d'une visite impromptue en Somalie et au Kenya, où il a, semble-t-il, obtenu des assurances au sujet de la tenue à Kampala, en août, de la conférence de l'Organisation de l'Unité africaine. — (A.F.P., Reuters)

LE VILLAGE SUISSE
 Antiquités - Décoration - Curiosités
 Plus de 100 marchands
 Ouvert tous les jours de 10 à 19 heures même le dimanche - sauf mardi et mercredi
 78, Avenue de Suffren et 54, Avenue de la Motte Piquet
 PARIS - XV^e

BMW-POZZI
 CONCESSIONNAIRE OFFICIEL
 10, bd Gouvion-St-Cyr, 75017 Paris
 IMPORTANTS ATELIERS SPECIALISES
 754.91.64 - 754.91.65 - 755.62.29

Selon la résistance palestinienne LE FRONT DU REFUS EST RESPONSABLE DE L'ENLEVEMENT DU COLONEL MORGAN

Beirut. — Enlevé le 29 juin à Beyrouth, le colonel américain Morgan n'a pas encore été libéré. Il devait, en principe, être relâché mercredi 9 juillet à 21 heures, heure à laquelle expirait l'ultimatum fixé par l'Organisation de l'action socialiste révolutionnaire, groupe qui déclare avoir organisé le rapt et exige notamment de l'ambassade des États-Unis le livraison de vivres à un quartier pauvre de la capitale. Les conditions posées par le groupe n'ont pas été remplies ; cependant, des contacts ont été pris pour négocier la libération de l'officier.

Mardi soir, l'agence palestinienne Wafa révélait que les responsables de l'enlèvement appartenaient à deux organisations palestiniennes du Front du refus : le Front de la lutte populaire (pro-irakien) et le Front populaire de la libération palestinienne, commandement général d'Ahmed Jibril. L'agence assure que la résistance a pris des mesures pour retrouver le colone et que les ravisés seront châtiés. Elle précise que l'Organisation de l'action socialiste révolutionnaire n'existe pas et que l'enlèvement a porté atteinte à la réputation de la révolution, affecte son moral et offre à ses nombreux ennemis des prétextes pour la frapper de l'intérieur et la discréditer aux yeux de l'opinion publique mondiale.

Toujours selon Wafa, la résistance entend mettre un terme aux abus et actes d'indiscipline de certains éléments. Un « tribunal révolutionnaire » a, à cette fin, été créé. D'autre part, les ravisés du colonel Morgan seraient, selon la même source, proférés des menaces à l'adresse de M. Arafat ; ils lui auraient conseillé de se désintéresser de l'affaire, faute de quoi il serait accusé de chercher à se rapprocher des Américains et de préparer une négociation qui, équivalant à une « trahison », est qualifiée de « crime ». A la suite de ce communiqué, les organisations affiliées au Front du refus ont dénoncé les positions « attentistes » de M. Arafat, qui serait prêt à accepter des « solutions défaitistes ». — E.S.

Pour « crimes contre la révolution » UN PALESTINIEN A ÉTÉ EXECUTE PAR LA RESISTANCE

Un Palestinien a été exécuté mercredi pour « crimes contre la sécurité de la révolution et des masses », a annoncé jeudi un communiqué de la résistance palestinienne.

« En application des décisions prises par le commandement de la résistance palestinienne les 8 juin et 9 juillet 1975, le tribunal militaire a condamné à mort le criminel Ibrahim Mohamed Selim Al Jallad pour avoir commis plusieurs crimes portant atteinte à la sécurité de la révolution et des masses. Le criminel a été fusillé », indique le communiqué.

Le commandement avait décidé de « châtier sévèrement toute personne participant à une opération d'enlèvement et à toute action portant atteinte aux relations fraternelles libano-palestiniennes ». Un tribunal militaire avait été constitué pour juger tout fédaïin violant la discipline révolutionnaire.

D'autres cas sont en cours d'examen devant le tribunal militaire, et des verdicts seront prochainement prononcés. Le tribunal de Paris a estimé que ni le préfet de police de Marseille ni le policier n'avaient commis de faute en face de cette femme et dont il est inexact de dire qu'elle paraissait inoffensive », indique le jugement.

Son épouse ayant été tuée par un « tireur d'élite » M. GEORGES CRAVERNE PERD SON PROCÈS CONTRE L'ÉTAT

Pouvait-on tuer une femme qui aurait laissé la vie sauve à Mme Craverne ? Telle était la question que posait M. Georges Craverne en contestant à l'État 1 franc de dommages et intérêts après la mort de sa femme tuée le 18 octobre 1973 par un tireur d'élite de la police sur l'aéroport de Marseille-Marguagne à l'extérieur du Boeing qu'elle avait détourné.

Face à une femme visiblement malade, les autorités administratives n'ont su répondre que par l'envoi d'un tireur d'élite. L'absence d'imagination n'a jamais constitué une faute dans l'administration. En déboutant M. Craverne, mercredi 9 juillet (nos dernières éditions), la première chambre civile du tribunal de Paris a estimé que ni le préfet de police de Marseille ni le policier n'avaient commis de faute en face de cette femme et dont il est inexact de dire qu'elle paraissait inoffensive », indique le jugement.

APRÈS DES RUMEURS D'ACHAT SOVIÉTIQUE La spéculation s'est ranimée sur le marché mondial des céréales

Depuis le début de la semaine, le Chicago Board of Trade, à titre de pioque tournante du marché mondial des céréales, a enregistré : après l'effondrement continu des cours depuis le 6 novembre dernier (le Monde du 29 avril), qui avait porté le du blé de 5 dollars à quelques 3 dollars, l'est le

Timidement lundi, le blé « prend » de 1 à 4 cents, selon la date de livraison. Franchement mardi, le blé gagne 20 cents, entraînant le maïs (10 cents), l'avoine (6 cents), le soja (20 cents). C'est pour tous ces produits la hausse maximale autorisée pendant une séance. Mercredi (derniers cotations enregistrées), le marché plus incertain : le blé gagne encore quelques cents et le soja mais le maïs et l'avoine sont en repli pour les livraisons les plus proches.

Ce mini-boom du marché des céréales a mis en émoi les négociants internationaux. C'est qu'il eût été allégué par une rumeur : l'achat prochain par l'Union soviétique de grains. Or en 1972 l'importation par l'U.R.S.S. de quelque vingt millions de tonnes de céréales avait provoqué en quelques mois un quadruplement des cours mondiaux. Allait-on connaître le même scénario ?

Au cours des derniers mois Moscou a annulé plusieurs contrats de livraison portant sur quelque deux millions de tonnes de céréales. Mais le département américain de l'agri-

culture vient de publier un indiquant que le producteur soviétique de blé de cinq millions de tonnes a porté ses prévisions. Autrement l'Union soviétique serait ac- Toulousain, si le beau ton ne maintient la récolte américaine de deux niveaux records : le blé d'État à l'agriculture, symbole de Butz, et déclaré qu'il souhaiterait les États-Unis vendent le maïs de grains à l'étranger, pour un gonflement des stocks. Et la rumeur qui s'était amplifiée que les opérateurs avaient re- que les Soviétiques interviennent le marché mondial pour se p- dollars nécessaires à l'ac- Butz, s'est quelque peu ap- D'autant que l'administration ricaine, qui doit être informée vingt-quatre heures de te- contrats de vente à l'étranger, sans cent mille tonnes, affirma- credi n'avoir eu connaissance un ordre de ce bas nature. La flambée des cours pourra n'être qu'un feu de paille.

LES ALLOCATIONS FAMILIALES SERONT AUGMENTÉES DE 6,8 % A COMPTER DU 1^{er} AOÛT

Le gouvernement, qui a consulté le 8 juillet la Caisse nationale d'allocations familiales, s'apprête à augmenter, par décret, de 6,8 % les allocations familiales, soit 14,30 % en un an, compte tenu de l'augmentation de 7 % consentie en avril dernier.

L'augmentation à venir, qui concerne plus de 3 millions de familles, se décompose en deux parties : 6,1 % au titre de la hausse des prix et 0,7 % au titre de l'application du « contrat de progrès », qui prévoit un coup de pouce aux allocations en fonction de la croissance économique. En outre, seront revuées, à compter du 1^{er} juillet, deux autres prestations familiales. Augmentation de 18 % du salaire unique majoré, qui évolue en fonction du SMIC et qui passe de 144,80 F par mois à 170,80 F. Le plafond de ressources (revenu annuel net imposable) ouvrant droit à cette prestation passe pour un ménage avec un enfant de moins de trois ans de 13 850 F à 17 050 F. Cette mesure intéresse près de 1 200 000 personnes. Augmentation enfin de 10,70 % de l'allocation de frais de garde (près de quarante mille bénéficiaires), qui est fixée à 263 F au lieu de 242 F, le plafond de ressources (revenu annuel net imposable) étant pour un ménage avec un enfant de 34 100 F au lieu de 27 700 F et pour un parent isolé de 20 450 F au lieu de 16 620 F.

DEUX MAROCAINS EMPLOYÉS AUX USINES CHAUSSON CONDAMNÉS POUR VIOL D'AGENT.

Il n'aura pas fallu moi- six heures au tribunal de l'instance de Nanterre pour son jugement dans l'affaire des deux Marocains arrêtés à la proximité des usines Clu et du foyer Socotra de Neuville. Deux prévenus reconnus coupables de viol aggravé et contumaces à un emprisonnement, dont la durée sera de six mois, avec sursis. Le troisième, M. Dardide, condamné à un an de prison, ayant contre-déclaré d'un policier de l'incarcération.

Le jugement a déclenché un mouvement de protestation parmi la centaine de travailleurs de l'usine de Chaussion présents dans la salle d'audience, protestant contre la dégradation de la vie des Marocains et des étrangers peut-être à leur expulsion. La commission d'ailleurs convoquée le 11 juillet.

Après la sentence prononcée contre les deux Marocains, « la justice », « la police », « la justice », le service est rapidement mis en place. Les quatre prévenus ont été rapidement mis en place. Les quatre prévenus ont été rapidement mis en place. Les quatre prévenus ont été rapidement mis en place.

NOTA
Télex
 AVANTAGE DISPOSITIF POUR VOS COMMUNICATIONS. Vous nous télécrivez vos messages. Nous vous télétransmettons vos réponses. Vos correspondants nous répondent. Vous nous télétransmettez vos réponses. Vos messages nous arrivent. Vos messages nous arrivent. Vos messages nous arrivent.

Information Logement
 525.25.25
 SUR simple rendez-vous un entretien personnalisé une information indispensable...
gratuitement
 tous les renseignements sur 30 000 appartements et maisons individuelles.
 une documentation complète des conseils juridiques sur 600 programmes immobiliers fiscaux et financiers
 Centre Etoile 49 avenue Kléber Paris 16^e 525 25-25
 Centre Nation 45 cours de Vincennes Paris 20^e 346 11-74
 Centre-Maine 210 avenue du Maine Paris 14^e 539 22-17
 un service spécialisé créé à votre intention par la Compagnie Bancaire

سك انظر